



**SOMMET CULTURE DE CGLU
CULTURE ET
VILLES DURABLES**

BILBAO 18-20 mars 2015

**RAPPORT
FINAL**





INTRODUCTION

Des représentants de 75 villes et de 69 organisations locales, nationales et internationales de tous les continents se sont réunis à Bilbao du 18 au 20 mars 2015 lors du tout premier Sommet Culture de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU). Le Sommet a été co-organisé par la Ville de Bilbao et CGLU et a rassemblé près de 300 participants.

Durant les trois jours de cet événement historique, dirigeants et agents locaux ont démontré leur leadership en matière de reconnaissance, non seulement du potentiel de la culture, mais de sa nécessité absolue dans le développement durable.

Ces principes se reflètent dans « Culture 21 : Actions », approuvé par la Commission Culture de CGLU et adopté lors du Sommet comme document résultant de l'événement. Ce nouvel outil fournit aux villes engagées sur la culture et le développement durable des lignes d'orientations adaptables leur permettant d'évaluer et d'améliorer leur travail dans ce champ d'action, et d'échanger leurs expériences et bonnes pratiques les unes avec les autres. Durant les deux années à venir, CGLU établira un programme de travail pour faciliter l'apprentissage entre égaux lié à « Culture 21 : Actions » entre des villes de différents continents.

Le Sommet Culture de CGLU a eu lieu lors d'un moment décisif dans les négociations internationales sur l'Agenda de Développement International post-2015, qui sera ratifié en septembre 2015 par les États-Membres des Nations Unies. Le Sommet a offert aux gouvernements locaux et nationaux, aux organisations de la société civile et aux organisations internationales une véritable plateforme pour mesurer le positionnement actuel de la culture dans l'Agenda, et pour partager les expériences et les innovations impulsées par des villes du monde entier.

Maires, conseillers et agents culturels ont signalé que l'Agenda post-2015 risquait de devenir « non-pertinent » si la communauté internationale ne parvenait pas à rester en phase avec les leçons apprises concernant la relation entre culture et développement durable au niveau local. Le travail de terrain des gouvernements locaux et régionaux a montré que les Objectifs du Développement Durable, directement liés à la pauvreté, à l'égalité des genres, à la santé, à l'éducation, au changement climatique, à la paix et à la sécurité, ne pouvaient être atteints sans tenir compte et travailler avec les différentes identités, valeurs, pratiques des cultures locales.

Ces pistes contribueront à nourrir l'actuel travail de plaidoyer des réseaux de gouvernements internationaux pour les négociations sur l'après-2015 et sur Habitat III, en particulier celui de la Global Taskforce de Gouvernements Locaux et Régionaux, qui plaide pour un Agenda « localisé » tenant compte des réalités locales, et notamment la culture. La Global taskforce tiendra particulièrement compte des réclamations lancées lors du Sommet liées à la formulation d'indicateurs solides concernant les cibles relatives à la culture, ainsi qu'à la valeur de la collaboration entre les gouvernements locaux et les réseaux de la société civile sur des enjeux communs.

Peu de villes sont parvenues à mieux exemplifier le potentiel transformatif de la culture que Bilbao elle-même, devenue une véritable pierre angulaire et un exemple international dans ce domaine à la suite de sa régénération fondée sur la culture dans les années 1990. Depuis 20 ans, le positionnement de la ville s'est consolidé grâce à d'importantes infrastructures culturelles, ainsi qu'à des projets permettant de protéger le patrimoine, de promouvoir la diversité, d'offrir de plus grandes libertés à ses citoyens et de contribuer à la construction urbaine.

Le Sommet s'est tenu à l'[Azkuna Zentroa](#), anciennement connu sous le nom d'Alhondiga Bilbao, et rebaptisé en hommage au dernier Maire de Bilbao, Iñaki Azkuna. Espace multidisciplinaire ouvert à tous les citoyens, l'Azkuna Zentroa se situe dans un ancien entrepôt réaménagé par Philippe Starck

Ce rapport reprend les principales idées présentées par les intervenants durant ces trois jours de discours, de présentations et de débats engageants.

LE RAPPORT

Coordinateur du Rapport

M. Jordi Baltà

Rapporteurs

M. Komlan Agbo, M. Jordi Baltà, Mme Nancy Duxbury, Mme María Fernández Sabau, M. Antoine Guibert et Mme Jeyon Kim

Responsable de la Communication de la Commission Culture de CGLU

Mme Sarah Vieux

Coordinateur de la Commission Culture de CGLU

M. Jordi Pascual

CRÉDITS PHOTOS

© Municipalité de Bilbao

MERCREDI 18 MARS 2015



Plénière 1. Ouverture : pourquoi culture et villes durables ?

La session d'ouverture du Sommet Culture a permis d'introduire le contexte, les buts et les principaux sujets qui seraient abordés lors de l'événement. Depuis son adoption en 2004, l'Agenda 21 de la culture a permis à des villes du monde entier de mieux considérer la relation entre politiques culturelle locale et développement durable, d'encourager la participation citoyenne dans la vie culturelle et de prendre part à des débats internationaux portant sur ces questions. La session a invité les maires et les dirigeants politiques de plusieurs des villes impliquées à réfléchir aux leçons apprises depuis 10 ans, ainsi qu'aux défis actuels.

Le Sommet s'est déroulé dans le cadre de la préparation de l'Agenda de Développement Durable post-2015, qui devrait avoir une attention accrue sur les facteurs culturels au sein du développement durable. De plus, la communauté internationale prépare actuellement la 3ème Conférence de Nations Unies sur le Logement et le Développement Urbain Durable (Habitat III) qui aura lieu en 2016. La session a également abordé ces initiatives actuelles et à venir, via ses intervenants comprenant des gouvernements locaux, des dirigeants de CGLU et des représentants de l'UE.

« Nous voulons réintroduire la culture dans l'agenda de la durabilité, aux côtés des aspects sociaux, économiques et environnementaux. »

Premiers sur scène, un groupe de danseurs traditionnels basques ont performé une danse d'honneur « auresku » comme geste de bienvenue à tous les participants du Sommet.

M. Josep Roig, secrétaire général de CGLU a ouvert la session, remarquant lors de son intervention la volonté de réintroduire la culture dans l'agenda de la durabilité, aux côtés des aspects sociaux, économiques et environnementaux. En ce sens, il a souligné l'importance de retranscrire les messages clés du Sommet dans les négociations préparant l'approbation de l'Agenda de Développement post-2015. Il a également évoqué l'occasion offerte par le Sommet de prendre connaissance d'expériences et de perspectives de différentes villes, reconnaissant la place spécifique de la culture, son interrelation avec les autres dimensions, ainsi que le potentiel de l'Agenda 21 de la culture de permettre de réels changements dans les villes. Enfin, il a souligné que le Sommet donnait lieu à une nouvelle phase de travail en réseau, renforçant la place de CGLU comme plateforme de débat et de développement de politiques.

Représentant la ville qui a accueilli le Sommet, **M. Ibon Areso**, maire de Bilbao, a remarqué qu'en temps de crise, toutes les régions du monde ont besoin de réfléchir sur la culture dans toutes ses facettes, en montrant sa potentialité sur le développement local. Il a souligné le rôle de la culture et des manifestations artistiques liées à l'éducation, au développement économique, à l'emploi et à d'autres



objectifs de la ville, et il a rappelé comment Bilbao s'était consolidée comme référente internationale en matière de promotion culturelle, grâce à d'importantes infrastructures culturelles et avec un exemple de travail actif sur l'échange de connaissances. Selon lui, les activités culturelles et artistiques sont à la fois un thermomètre de la vitalité d'une ville et une projection de celle-ci sur l'extérieur.

Prenant ensuite la parole, **M. Won Hee-ryong**, Gouverneur de la Province de Jeju, a souligné que la culture est au cœur de la province de Jeju étant donné qu'elle est le pont entre la tradition et le futur. Elle est à la racine de la créativité (bâtiments inutilisés mis à disposition d'artistes par exemple) et elle crée des opportunités pour l'engagement, l'éducation et la communication. À cet égard, il a convenu que la culture est un pilier fondamental du développement durable. En tant que **Ville Pilote de l'Agenda 21 de la Culture**, Jeju a pour but de partager et de faciliter l'interaction et l'échange avec les autres villes, en particulier de la région Asie-Pacifique.

Ensuite, **M. Xavier Trias**, maire de **Barcelone**, a relevé quelques similitudes entre sa ville et celle de Bilbao, notamment l'attention particulière portée à la culture comme élément de développement urbain, ainsi que le fait que les deux villes aient une langue et une culture propres. Il a souligné le rôle de la culture dans la création d'emplois et le développement économique inclusifs, et dans la promotion d'une éducation de qualité. En ce sens, la culture devrait indiscutablement faire partie de la feuille de route du développement durable dans les prochaines décennies. Il a également mis en exergue l'importance des villes dans la promotion de la qualité de vie et a salué le rôle de CGLU à cet égard. En tant que siège du Secrétariat Mondial de CGLU, Barcelone joue un rôle nécessaire dans le fait de donner une voix aux villes dans les débats internationaux. Enfin, il a expliqué que l'Agenda 21 de la culture a contribué à la reconnaissance du rôle de la culture dans le développement global.

M. Alfred O. Vanderpuije, maire de la Ville d'**Accra**, a décrit la renaissance de sa vie depuis ces 10 dernières années qu'une nouvelle génération d'acteurs a engagé dans l'espace public, et comment Accra a fait l'expérience d'une confiance et d'un développement culturel renouvelés, et de la participation de nouveaux artistes ayant leurs racines dans la diaspora. L'initiative « célébrant Accra » a entre autres compris un exercice de cartographie qui a permis d'identifier les bâtiments et le patrimoine culturels pertinents pour la communauté ; a aidé la ville à améliorer sa planification urbaine ; et a permis de donner un espace ouvert de présentation du talent des résidents et de fournir un espace pour les événements destinés aux enfants.

Le discours de **Mme Martine Aubry**, maire de la Ville de **Lille** et vice-présidente de la **Métropole Européenne de Lille (MEL)**, qui n'a pas pu assister à l'événement en raison d'engagements imprévus, a été délivré par Mme Catherine Cullen, présidente de la Commission culture de CGLU. Elle a souligné que la culture est un pont entre les êtres humains, aidant à retrouver des valeurs et des liens entre les individus fondamentaux. La culture permet aux individus de trouver leur place dans la société, de les relier à l'autre, de voir le monde différemment, de nous projeter dans le futur, et de faire de nous des citoyens. Elle peut aussi contribuer à la durabilité environnementale par la création de patrimoine tangible et de développement inclusif.

“ LES ACTIVITÉS CULTURELLES ET ARTISTIQUES SONT À LA FOIS UN THERMOMÈTRE DE LA VITALITÉ D'UNE VILLE ET UNE PROJECTION DE CELLE-CI SUR L'EXTÉRIEUR. ”

Dans l'intervention suivante, **Mme Clarisa Ruiz Correal**, Secrétaire à la Culture, aux Loisirs et aux Sports de **Bogotá**, a abordé le concept de « ville humaine » qui désigne les villes qui comprennent la sécurité comme un droit de base et qui reconnaissent la centralité de la culture dans leur vision du développement. Dans sa ville, le projet « **Bogotá Humana** » intègre l'art, la culture et le sport comme des facteurs de développement, de démocratie et d'intégration. La culture et les arts sont interprétés comme des facteurs de liberté. L'aménagement territorial a assimilé un nouveau sens culturel et humain, et cherche à favoriser l'autonomisation de la communauté qui gère sa propre gouvernance et son habitabilité.

M. Michel Magnier, Directeur de la Culture et de la Créativité, **Directeur Général pour l'Éducation et la Culture à la Commission Européenne**, a invoqué l'importance de la culture pour l'intégration Européenne, ainsi que celle des villes pour l'UE. L'UE intervient dans le champ de la culture parce que la culture, qui détient une valeur intrinsèque en plus de sa valeur sociale et économique, est au cœur de l'union économique. En effet, l'UE est aussi un projet politique et culturel. D'autre part, l'Union travaille avec les villes parce qu'elles sont le lieu où la culture fleurit et se développe. Il a présenté plusieurs exemples de travail dans ce domaine, notamment les **Capitales Européennes de la Culture** et le programme récemment lancé « **Culture pour les Villes et les Régions** ».

La première partie de la session s'est conclue sur une intervention de **Mme Catherine Cullen**, présidente de la **Commission Culture de CGLU**, qui a souligné la manière dont cette Commission était devenue en seulement 10 ans un espace actif d'engagement et de transfert de politiques. En 2010, le fait que CGLU reconnaisse la culture comme le 4ème pilier du développement durable a constitué un tournant important. En adoptant Culture 21 : Actions le lendemain, la Commission Culture aurait à disposition une nouvelle feuille de route pour les 10 prochaines années à venir. Elle a mis l'accent sur le fait que les villes avaient trouvé leurs voies dans la culture. La culture repose au cœur du développement durable, et c'est quelque chose qu'il conviendrait de reconnaître dans l'Agenda de Développement post-2015.



Après les interventions institutionnelles, le discours inaugural du Sommet a été énoncé par **M. Daniel Innerarity**, professeur de Philosophie Politique et Sociale et chercheur **Ikerbasque** à l'Université du Pays Basque. Il a entamé sa réflexion sur la notion de « villes intelligentes » : de prime abord, nous pensons d'abord à la technologie, et beaucoup moins à l'infrastructure symbolique. Il s'agit d'une vision confuse qui reflète un déséquilibre dans la configuration de nos sociétés et implique une conception réductrice de la technologie. Le fait de prendre pour acquis la valeur de l'utilité de la technologie et sous-évaluer l'apport des aspects culturels nous mène à une société déséquilibrée

La réduction de l'intelligence au technologique est à l'origine de beaucoup d'autres confusions, telles que la celle entre qualité et impact, entre rendements et apports, entre autorité et célébrité, entre connectivité et communication, entre développement et croissance, entre le nouveau et le transgressif, entre meilleures pratiques et les routines les plus répandues, etc. M. Innerarity a fait remarquer qu'il ne focalisait pas son attention sur ces tendances réductionnistes déterministes par manque de discernement de ce qu'est la technologie mais qu'au contraire, parce qu'il pensait que cela impliquait un risque de ne pas reconnaître pleinement la technologie, ce qui n'est pas nécessairement constitué d'artefacts, mais bien aussi d'usages sociaux et de dispositions culturelles, au sein même desquelles l'innovation technique devrait être mise au service de certaines valeurs. De son point de vue, la réelle importance repose non pas dans les données et les informations mais dans leur signification, c'est-à-dire, dans la manière dont ils sont interprétés.

Finalement, il a rappelé que la culture est un champ de réflexion, d'interprétation et d'auto-compréhension. Une société ne peut pas véritablement avancer sans un espace réflexif et critique dans lequel toutes les possibles interprétations d'elles-mêmes pourraient être discutées.

La session s'est terminée avec une courte performance de la compagnie de danse contemporaine **Kukai Dantza Taldea** combinant la danse Basque et la danse contemporaine.



Plénière 2. Droits culturels dans la ville

Cette deuxième plénière s'est concentrée sur les droits culturels et sur leur implication et leur signification particulières au niveau local. Faisant partie des droits humains, les droits culturels sont l'un des aspects principaux qui permettent d'accentuer le lien entre culture, bien-être, dignité humaine et développement durable. Les villes sont l'espace privilégié pour l'exercice des droits culturels. En retraçant le contexte de la plupart des discussions ultérieures, cette session a ainsi passé en revue l'importance des droits culturels ainsi que les défis qui existent pour les rendre efficaces, particulièrement au niveau local.

Cette session s'est ouverte sur le discours initial de **Mme Farida Shaheed, Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les Droits Culturels**. Elle a commencé par introduire la culture comme l'essence de ce qu'est l'être humain, de ce qui incarne notre humanité collective, avec toutes ses fragilités et imperfections, génies créatifs mais également ténèbres, notre recherche de connaissances, d'innovation et de plaisir. Les processus culturels sont dynamiques et vivants, et constituent toujours des lieux de contestation ou des lieux contestés, des lieux de sens, de significations et de valeurs, luttant pour l'acceptation dans un monde en constante évolution.

Elle a également évoqué les problèmes générés par la sur-commercialisation des espaces publics, parce que les villes sont des espaces d'échanges et d'humanité. La diversité culturelle d'une ville devrait être protégée contre trop de commercialisation.

Elle a signalé que la démocratie culturelle ne pouvait être atteinte que par la garantie des droits culturels de chacun, y compris leurs droits d'accéder, de prendre part et de contribuer à la vie culturelle, de développer la créativité et l'auto-expression, et de s'engager dans les prises de décision. Elle a souligné que les droits culturels ne sont pas restreints aux individus identifiés comme des artistes ou des scientifiques, mais concernent les droits de tous les individus à la créativité culturelle et à l'expression, y compris celui de ne pas participer aux aspects culturels qui menacent la dignité humaine, ou celui de quitter, rejoindre ou créer de nouvelles communautés de valeurs culturelles partagées, sans aucune crainte.

De son point de vue, les gouvernements locaux ont à ce sujet un positionnement essentiel dans le sens où ils favorisent les échanges multidirectionnels, s'intéressent aux inégalités et luttent contre la discrimination. Une attention particulière devrait être accordée à ceux qui sont exclus de manière générale, comme les femmes. Elle a également décrit la manière dont les processus culturels favorisent les interactions significatives entre des populations diversifiées et, ce-faisant, la façon dont ces processus peuvent constituer une fenêtre qui permet d'outrepasser les préjugés culturels, tant dans des situations post-confliktuelles qu'au sein de sociétés divisées.

Mme Shaheed a aussi évoqué quelques malentendus communément établis concernant la question des droits humains, y compris leur relation avec la tradition. De son point de vue, les droits culturels ne se limitent pas à la préservation des traditions, mais doivent permettre de garantir les conditions à la participation de tous dans la transformation des cultures et des traditions, par l'exercice de la créativité humaine et par la création d'une vie culturelle et de sens. Elle a affirmé que la plus grande traduction de toutes était celle de réinventer la tradition. Au final, Mme Shaheed a mis l'accent sur le fait que CGLU et l'Agenda 21 de la culture étaient à l'avant-garde des droits culturels. Selon elle, Culture 21 : Actions et le cadre de ses multiples lignes d'orientations, étaient une excellente idée.

“ LES DROITS CULTURELS CHERCHENT À GARANTIR LES CONDITIONS PERMETTANT À TOUS DE PARTICIPER À LA TRANSFORMATION DES CULTURES ET DES TRADITIONS. ”



Plusieurs contributions de gouvernements locaux et d'experts ont fait suite. À commencer avec Mme **Gültan Kışanak**, maire de **Diyarbakir**, a fait part de la diversité culturelle et linguistique en Turquie et a affirmé que le droit d'utiliser une langue maternelle et l'un des droits les plus basiques. En mettant l'accent sur le fait que la culture devrait être entendue comme la colonne vertébrale des villes, elle a ensuite décrit sa volonté d'encourager la coexistence positive parmi toutes les communautés qui vivent à Diyarbakir. De son point de vue, les gouvernements locaux devraient détenir davantage de compétences dans le champ des droits culturels, et une commission devrait être établie pour sauvegarder et promouvoir les cultures locales.

Par la suite, **M. Patrick Braouezec**, Président de **Plaine Commune**, a remarqué que certains critiquent l'approche des droits culturels comme menant au communautarisme. Cependant, selon lui, les droits culturels permettent l'émergence d'une culture commune et d'un projet commun dans les villes. À Plaine Commune, un territoire avec beaucoup de pauvreté et d'immigration, les droits culturels sont placés au centre des politiques publiques locales, car la diversité doit pénétrer tous les domaines de l'action publique. Il est aussi important de lutter contre l'homogénéisation des villes (par exemple avec les centres commerciaux), en donnant plus de personnalité aux espaces publics, qui doivent refléter les identités et la diversité du territoire.

Pour sa part, **M. Patrice Meyer-Bisch**, directeur du **Centre interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme à l'Université de Fribourg**, a décrit les droits culturels comme étant la grammaire de la démocratie. En ce sens, Culture 21 : Actions permet de concrétiser l'avènement de la démocratie. Selon lui, la culture n'est pas un sujet : les sujets sont les hommes et les femmes, dans leurs libertés, dans leurs droits et dans leurs responsabilités. L'exercice des droits et responsabilités culturels favorise l'inclusion. Il a également abordé les liens entre culture et violences : ces dernières naissent de l'inculture, alors que l'accès à la culture est un accès à des ressources de paix. Il faut déconstruire le racisme, en allant chercher les ressources culturelles de chaque milieu, et dans toutes ses expressions.

Mme Katherine Watson, Directrice de **European Cultural Foundation**, a mentionné l'importance des droits culturels comme étant aux fondations de l'expression, de la participation et de l'écoute. Néanmoins, des défis demeurent en ce qui concerne la compréhension et l'interprétation de ces aspects : la culture n'est pas entièrement reconnue ou comprise, et ils n'ont pas leur place aux côtés des autres champs politiques. Elle a fait valoir que les citoyens devraient être placés au centre des efforts visant la promotion des droits culturels – ce qui appelle à de nouveaux mécanismes orientés vers la co-gouvernance et la responsabilisation des citoyens. Les gouvernements locaux devraient adopter des modèles plus transversaux et intégrés de prise de décision politique.

Finalement, **M. Amareswar Galla**, Directeur exécutif de **l'Institut International pour des Musées Inclusifs**, et Consultant, **World Culture Forum**, a abordé les droits culturels du point de vue des minorités et des populations autochtones. Les minorités, les communautés autochtones et les questions de genre devraient faire l'objet de davantage d'attention au sein des Objectifs de Développement Durable au regard de ce que les ébauche indiquent aujourd'hui. Il a aussi fait valoir que l'Agenda de Développement post-2015 devrait contribuer davantage à l'intersectionnalité, c'est-à-dire aux interconnexions entre les différentes dimensions et facteurs d'exclusion. Dans cette optique, CGLU traite de ces questions et Culture 21 : Actions est un guide d'orientation précieux qui permet de répondre à ces nouvelles pistes.



Session parallèle A1. Villes et politiques culturelles : les villes leader et pilote 2014

Dans le cadre d'élaboration de Culture 21 : Actions, en 2014, la Commission Culture de CGLU a lancé le programme « Villes Pilotes ». Cette trame s'adressait aux villes engagées avec l'Agenda 21 de la Culture qui souhaitent explorer ce que pouvait impliquer la culture dans le développement durable, évaluer de manière externe leurs politiques dans ce domaine et être conseillées, et élever leur visibilité et leur profil au niveau international. Cette session a compris les présentations de plusieurs des villes qui ont pris part au programme. D'autres villes ayant une grande expérience dans la conception et la mise en œuvre de politiques culturelles locales engagées pour le développement durable, ont aussi présenté leur travail.

Mme Tania Hristova, maire de **Gabrovo**, l'une des Villes Pilote de l'Agenda 21 de la culture en 2014, a fait mention du rôle important que la culture peut jouer dans la transformation et le changement urbains. Elle a fait part du principal objectif de Gabrovo de passer à une ville industrielle à une **ville culturelle**, au travers de la promotion des industries culturelles et créatives modernes.

Une autre des « villes pilote », **Vaudreuil-Dorion**, a été représentée par son Maire, **M. Guy Pilon**, et le Directeur du Service des arts et de la culture, **M. Michel Vallée**. Ils ont présenté Vaudreuil-Dorion comme étant une ville qui a connu une croissance démographique très importante et très rapide, dans laquelle il fallait trouver un équilibre entre la peur des habitants d'être « envahis » et l'importance pour les nou-

veaux arrivants de se sentir bienvenus. C'est grâce à la **médiation culturelle** que cet équilibre s'est fait. Selon eux, il faut créer des « rencontres improbables » entre les gens grâce à des activités de médiation culturelle, pour leur faire sentir qu'ils ont leur place, **créer du lien social et former la communauté**. Il faut avoir du courage politique, et ne pas avoir peur de s'engager dans des actions innovantes.

De sa part, **Mme Pascale Marchand**, Conseillère déléguée aux Spectacles vivants, musique et arts de la Ville d'**Angers**, a expliqué que sa ville était engagée depuis 2008 dans un processus de co-construction, de **participation** et de **transversalité de ses politiques** avec l'Agenda 21 de la culture. Malgré l'alternance politique des dernières années, la ville poursuit son engagement dans cette démarche.

M. Greg Box, Manager Arts Culture et Patrimoine au **Conseil de Yarra Ranges**, a expliqué que la vision de ce Conseil était de mettre l'accent sur l'accès et sur la participation aux Arts, à la Culture et au Patrimoine par une expérience qui fasse sens, qui devrait aussi se dérouler dans les rues et dans l'espace public. Une **stratégie culturelle** et une campagne de communication innovante ont été adoptées et sont constamment améliorées.

Dans son commentaire final, **M. Alain Le Saux**, Secrétaire général de **Metropolis**, Section métropolitaine de CGLU, a indiqué que les expériences présentées démontraient que les gouvernements locaux avaient la capacité de mener à bien des actions innovantes, proches de la population. C'est une nouvelle vision du gouvernement local, où l'on donne aux gens la possibilité de vivre la ville. Selon lui, ces expériences démontrent que la culture est le quatrième pilier du développement durable.

« EN 2010, CGLU A ADOPTÉ UNE POSITION QUI RECONNAÎT LA CULTURE COMME LE QUATRIÈME PILIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. »



Session parallèle B1. Le prix 2014 CGLU – Ville de Mexico – Culture 21

La première édition du **Prix International CGLU – Ville de Mexico – Culture 21** s'est tenue en 2014. Elle a eu pour but de récompenser les villes leaders qui se sont distinguées par leur contribution à la culture en tant que pilier du développement durable. 56 candidatures des quatre coins du monde ont été reçues ; impressionnés par la grande qualité des candidatures reçues, le Jury a recommandé que beaucoup d'entre elles soient intégrées à la base de bonnes pratiques de l'Agenda 21 de la culture. Cette session implique nombre d'entre elles.

M. Vitor Ortiz, représentant de la Ville de **Porto Alegre**, a présenté le « **Programme de décentralisation de la culture** » de cette ville brésilienne. Le programme veut rendre accessible la culture aux communautés de la périphérie, qui ont aussi leurs mots dans le budget durant tout le projet. Le projet a nécessité la participation des artistes locaux et a permis une autonomisation dans sa mise en œuvre en faisant remonter les idées de la base vers le sommet.

M. Emmanuel Kouela, Directeur du Service de la culture et du tourisme de la **Ville de Ouagadougou**, a présenté le « **Reemdoogo, Jardin de la Musique** », un projet d'aménagement urbain du territoire et

un projet environnemental par sa dimension écologique. Ce centre est devenu un lieu d'échange très fréquenté par les jeunes du quartier et par les associations de jeunes scolaires. Sa reconnaissance locale et internationale a conduit le Conseil municipal à élaborer une politique culturelle municipale.

Le projet « **La Carrera del Gancho** » a été présenté par **M. Jerónimo Blasco Jáuregui**, Conseiller à la culture, à l'éducation et à l'environnement de la Ville de **Saragosse**, et par **M. José Manuel Latorre**, coordinateur de l'équipe interculturelle du quartier du centre historique de cette ville. Le projet est basé sur la coexistence entre deux initiatives, associative et municipale. Les bâtiments abandonnés dans le quartier du Gancho ont été réaménagés en 25 lieux à usage public. Le projet est devenu un lieu de rencontre entre artistes et non artistes pour faire du vivre ensemble interculturel une réalité. « **La Carrera del Gancho** » a permis une amélioration des conditions de vie des habitants du quartier.

M. Hasan Ünver, maire de **Nevşehir**, a présenté le **projet de transformation culturelle** de cette ville, qui vise à élargir les activités culturelles à Nevşehir, qui est sur la liste du patrimoine mondial. Le projet implique la création d'un centre culturel pour la transmission du patrimoine aux générations futures et prend en compte plusieurs disciplines et activités : identification d'artistes locaux, publication de magazines, constitution d'une base de données sur le patrimoine culturel, etc.

En représentation de la Ville de **Lyon**, **M. Marc Villarubias**, responsable de la Mission de coopération culturelle, a raconté comment la marche des jeunes dans les années 80 pour dénoncer leur isolement avait déclenché une prise de conscience et une mobilisation sur les risques de la ville : responsabilité des acteurs intervenant dans les quartiers et territoires, capacité à prendre en compte la diversité, éducation populaire, amélioration des processus démocratiques, etc. Dans ce contexte, le projet « **Fabrique lyonnaise de la ville durable: la communauté de coopération culturelle** » reconnaît la ville comme étant un lieu de plaisir, de précarité et de tension, un espace vibrant. Il s'inscrit dans une démarche de mobilisation, une réflexion partagée.

De sa part, **Mme Sonia Demontigny**, directrice de CULTURAT, à **Abitibi-Témiscamingue**, a présenté le projet « **Culturat, une grande démarche de mobilisation** », une mobilisation citoyenne regroupant 65 villes, une vaste démarche de mobilisation qui vise à faire de l'identité, des arts et de la culture un pôle de développement majeur dans la région de l'Abitibi- Témiscamingue. Le projet vise à la création d'un moment culturel et environnemental fort, le développement durable, le rapprochement avec les amérindiens, la participation populaire, etc.

« LA CULTURE N'EST PAS STATIQUE MAIS DYNAMIQUE. À SON INSTAR, L'AGENDA 21 DE LA CULTURE DOIT ÉVOLUER ; ET CULTURE 21 : ACTIONS NOUS PERMET D'AVANCER SUR CE TERRAIN. »



Speed Networking C1

Les sessions 'speed networking' incluses dans le programme du Sommet Culture ont eu pour but de permettre des dialogues à échelle humaine entre les agents et acteurs et sur des expériences pertinentes au regard de la relation entre culture et développement durable. Chaque session comprenait une courte introduction par l'intervenant invité et un espace de discussion et d'apprentissage.

Le projet [Zorrotzaurre Art Work in Progress \(ZAWP\)](#) a été présenté par **Mme Tania Diez**, membre de ZAWP Bilbao. Elle a expliqué que ce projet d'intervention créative ZAWP était né au fil du masterplan qui proposait de créer un « Nouveau Manhattan » à Zorrotzaurre (Bilbao). Alors que l'entourage réfléchissait à ce qu'il se passerait en 30 ans, les initiateurs du projet ont assumé qu'ils ne pourraient pas n'être que des acteurs passifs, mais qu'ils devraient intervenir « pendant ce temps ». Le projet a généré de nouvelles dynamiques et de nouvelles attentes au sein des citoyens concernant le futur de la zone géographique et de sa dimension créative.

Mme Katriina Soini, du [Département des Sciences Sociales et de la Philosophie, Université de Jyväskylä](#), et **Mme Nancy Duxbury**, chercheuse au [Centre des Études Sociales, Université de Coimbra](#), ont présenté un projet intitulé « [Investigating Cultural Sustainability](#) ». Le projet a permis d'identifier trois modèles qui retracent les principales manières dont la culture peut être entendue au regard du développement durable : culture comme 4ème pilier du développement durable, culture comme facteur de médiation entre les autres dimensions ; et culture comme facteur clef dans la transition vers une société plus durable. Dans le contexte du projet, des politiques et des exemples pratiques pour chacun des modèles ont été identifiés.

[Culture Montréal](#) a été présenté par **M. Simon Brault**, Directeur exécutif du Conseil des Arts du Canada. Il a expliqué comment, il y a 20 ans, Montréal était constamment en état de blues, où l'hier était vu comme meilleur que l'aujourd'hui et où il n'y avait pas de futur. Il y avait une forte tension entre l'activité culturelle très présente et une économie très faible. C'est de ce contexte que Culture Montréal a émergé, tel un réseau de professionnels de la culture qui souhaitaient arrêter définitivement de demander des financements et commencer à contribuer à la régénération de la ville. Culture Montréal est une plateforme non-partisane, non-politique et dirigée par les citoyens.

Mme Amaia Ibáñez, de Eskena et Harrobia, a présenté le centre [Harrobia](#). Il s'agit d'un espace de production d'arts scéniques cédé par la Municipalité de Bilbao, et dont la gestion est prise en charge par l'association d'entreprises de production scénique [Eskena](#). Les responsables du projet souhaitaient entre autres que les besoins des entreprises qui entraînent à Harrobia soient couverts. Également, il les intéressait d'influer sur le quartier d'Otxarkoaga, une zone défavorisée. Depuis le début, une relation très étroite a été établie : à Harrobia des rencontres de voisins, des activités de formation artistique pour les jeunes, les mères et les enfants etc. sont organisées.

Le [réseau U40 – Diversité culturelle 2030](#) a été présenté par **Mme Christine Merkel**, [Commission Allemande pour l'UNESCO](#). Ce réseau a pour but de donner une voix aux jeunes experts sur la mise en œuvre de la Convention sur la Diversité des Expressions Culturelles de l'UNESCO de 2005. Il contribue également au développement d'une nouvelle génération de leadership. U40 est un réseau d'égal à égal, ouvert, au sein duquel les acteurs s'engagent à travailler à long-terme, sans se limiter à des secteurs particuliers. Le réseau donne une dimension et un point de référence mondiaux aux réalisations locales.

Pour sa part, l'atelier des « **Villes Libanaises** » a abordé les perspectives de coopération décentralisée en lien avec ce pays, qui se sont vues affectées par la crise économique et par la réduction de fonds pour la coopération internationale. À cela se sont ajoutés des paramètres régionaux tels que l'arrivée de réfugiés Syriens. Lors de la session, des responsables municipaux de Beirut, Zouk Mikael, Aintourah y Beit Mery ont exposé leur situation et leurs projets de développement culturel. Des représentants de [Cités Unies Liban – Bureau Technique des Villes Libanaises \(BTVL\)](#), de CGLU et du Conseil des Municipalités et des Régions d'Europe (CCRE-CEMR) ont également participé, et ont valorisé les possibilités pour faire front à cette situation au travers de la coopération décentralisée et des politiques culturelles.

JEUDI 19 MARS 2015



Visite au Musée Guggenheim Bilbao et réception de bienvenue

Le premier jour du Sommet s'est terminé par une réception de bienvenue, ainsi qu'une visite au Musée [Guggenheim Bilbao](#) ce qui a permis aux participants de poursuivre les conversations établies tout au long de la journée, et de se familiariser avec ce lieu culturel et historique de Bilbao.

Des discours de bienvenue ont été énoncés par **M. Juan Ignacio Vidarte**, Directeur Général du Musée Guggenheim Bilbao; **Mme Ibone Bengoetxea**, Adjointe au Maire et City Conseillère à l'Éducation et à la Culture de la Ville de Bilbao; et **M. Josep Roig**, Secrétaire Général de CGLU. La pertinence du Musée avec la vision contemporaine de Bilbao, ainsi que sa relation avec l'écosystème culturel élargi de la ville ont été évoqués dans ces discours, ce qui fait également écho à l'importance des sujets généraux abordés par le Sommet, à savoir la relation entre culture et villes durables.



Plénière 3. La place de la culture dans les Objectifs du Développement Durable (ODD)

En Septembre 2015, on prévoit l'adoption d'un nouvel Agenda du Développement Durable par l'Assemblée Générale des Nations Unies, ce qui remplacera celui établi en 2000 au travers des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Plusieurs réseaux et organisations internationales, y compris la Commission culture de CGLU, mènent actuellement une campagne afin de garantir que les aspects culturels soient intégrés dans l'Agenda post-2015 et dans ses Objectifs de Développement Durable. Cette session, comprenant à la fois des représentants de la campagne [#culture2015goal](#) et d'autres acteurs locaux et internationaux, a permis de donner à voir un aperçu des arguments de la campagne, ainsi que des opportunités et difficultés identifiées pour assurer l'inclusion de la culture dans l'Agenda de Développement Durable.

La session s'est ouverte sur des contributions des représentants de plusieurs gouvernements locaux, qui ont réfléchi aux liens entre agendas mondiaux et stratégies de développement durable locales.

M. Ton Rombouts, maire de [Den Bosch](#) et Président de la Commission Internationale de l'[Association des Municipalités des Pays-Bas \(VNG\)](#), a argué que les villes qui investissent davantage dans la culture, l'éducation et les sports faisaient mieux en matière d'économie, de sécurité et d'environnement. Reprenant l'argument de Benjamin Barber sur le fait que les villes sont plus efficaces que les états-nations, il a affirmé que la culture, l'éducation et les sports étaient des champs d'action qui le démontraient. En période d'incertitude, de terrorisme et de radicalisation, les citoyens ont besoin de se

dresser contre l'injustice et l'intolérance. Les villes doivent investir dans le renforcement du moral des jeunes générations et se donner du courage en organisant le travail collectif.

Mme Bouchra Itani, Adjointe au maire de [Beyrouth](#) et présidente de la Commission patrimoine et culture de la Ville de Beyrouth, a affirmé que l'agenda culturel est un facteur important pour lutter contre l'extrémisme. La culture est, et doit être, un rempart face aux dangers qui existent dans le monde, et pas seulement dans la région du Moyen Orient, et face à la montée des extrémismes et des conflits. En ce sens, le Liban pouvait être vu comme un carrefour des cultures. Dans un contexte de crise au Moyen Orient, les élus locaux ont selon elle une mission importante de protéger les réfugiés et de favoriser les échanges culturels.

De son côté, **M. Nabil Bonduki**, Secrétaire à la Culture de la Ville de [São Paulo](#), a affirmé qu'il n'y avait pas de possibilité de développement sans inclusion sociale, et que cela n'était pas possible sans inclusion culturelle. Le [Plan Directeur de São Paulo](#), récemment approuvé, place la dimension culturelle au même niveau que les aspects économiques, sociaux et environnementaux, et s'attache à lutter contre l'exclusion territoriale qui touche les zones périphériques de la ville, notamment grâce à la promotion de l'accès aux biens culturels, à l'affirmation de la citoyenneté culturelle et à l'organisation d'activités culturelles qui permettent de réfléchir collectivement aux conditions sociales et aux enjeux environnementaux, comme la gestion de l'eau par exemple.

« L'INCLUSION CULTURELLE EST ESSENTIELLE POUR L'INCLUSION SOCIALE. AUTANT L'UN QUE L'AUTRE SONT DES ÉLÉMENTS INTÉGRAUX DU DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE. »

Le groupe Dirigeant de l'[Autorité pour le Redéveloppement Urbain de Singapour](#) et Directeur Général du [Sommet Mondial pour les Villes](#), **M. Larry Ng Lye Hock**, ont expliqué à quel point l'exploitation judicieuse de la planification territoriale et les politiques publiques étaient essentielles dans la gestion de la forte densité de population dans des villes comme Singapour : Selon lui, les stratégies urbaines devraient se baser sur trois éléments : le hardware, ou plans de développement à long-terme, à définir avec la population ; le software, comprenant l'activation de l'engagement des communautés ; et le heartware, constitué entre autres des symboles culturels telles que la diversité, le patrimoine, la créativité et la connaissance.

Au nom de la Municipalité Métropolitaine d'Istanbul, **M. Salih Efiloğlu**, Directeur de la Presse et des Relations Publiques, a expliqué qu'à Istanbul, la culture se fonde sur les personnes. Toute la politique culturelle municipale est centrée sur l'individu et s'attache à essayer de réunir les différentes communautés qui coexistent dans la ville. La population d'Istanbul est consciente d'avoir un rôle clef et actif dans le Patrimoine de l'Humanité. Selon lui, la notion-clef pour favoriser la coexistence est la tolérance.

Le groupe suivant d'intervenants comprenait des représentants de plusieurs organisations internationales et de réseaux actuellement engagés dans des discussions et des négociations portant sur la place de la culture dans l'Agenda de Développement post-2015.

« IL Y A EU DES EFFORTS ET DES PROGRÈS IMPORTANTS AUX NIVEAUX LOCAL ET INTERNATIONAL QUANT AU BESOIN D'INCLURE LA CULTURE DANS L'AGENDA POST-2015. »

M. Alfredo Pérez de Armiñán, Directeur Général Adjoint à la Culture, [UNESCO](#), a d'abord pris la parole et présenté un panel d'arguments qui place la culture comme un moteur et un catalyseur du développement durable. En tant que moteur, la culture pose les conditions de base de développement, non seulement en termes d'identité culturelle mais aussi et surtout en termes d'aspirations de la population. D'un point de vue économique, la culture agit également comme moteur. Selon lui, il ne serait pas juste de dire que la communauté internationale ignore l'importance de la culture pour le développement durable. Il a mis l'accent sur le fait que des références à la culture sont incluses dans plusieurs cibles de l'ébauche actuelle de l'Agenda de Développement post-2015.

Mme Sarah Gardner, Directrice Exécutive, [IFACCA-FICAAC - Fédération Internationale pour les Conseils d'Arts et les Agences Culturelles](#), l'une des organisations impliquées dans la campagne [#culture2015goal](#), a estimé que bien qu'il n'existe pas d'objectif spécifique portant sur la culture dans l'Agenda post-2015, l'ébauche actuelle établit des connexions et offre des opportunités pour ce qu'elle a appelé les « net-works », ou « travail en réseau ». Par « net », ou « réseau », elle entendait que le processus post-2015 puisse pour la première fois faire de la culture un élément de liaison, en permettant de dépasser les processus de cloisonnement du travail. Ainsi, la campagne [#culture-2015goal](#) elle-même avait été fondée sur une collaboration entre les secteurs, les différentes formes d'arts et les continents. Concernant le terme « works » ou « travail », elle a fait valoir que le contexte post-2015 peut fournir des espaces de mise en œuvre effective, d'impact et de diffusion des informations relatives à l'activité des autres réseaux.

Au nom de la [Commission Culture de CGLU](#), son coordinateur, **M. Jordi Pascual**, a souligné le fait que la campagne [#culture2015goal](#) constituait le tout premier cas de collaboration entre différentes organisations et réseaux culturels à un niveau mondial pour la culture et le développement durable. Selon lui, la voix du secteur culturel peut parfois coïncider avec celle de l'UNESCO et du système des Nations Unies, et parfois pas, ce qui est pour lui quelque chose de sain. Il a ainsi remarqué que le Sommet [Habitat III](#), prévu pour 2016 représentait une autre occasion importante pour l'Agenda mondial pour la culture et le développement. Il a expliqué qu'il était nécessaire de réfléchir non seulement aux étapes de 2015 (Objectifs de Développement Durable, ODD) et de 2016 (Habitat III), mais aussi à plus long terme (2025-2030), en construisant un rapport solide et ambitieux co-rédigé à la fois par la société civile et par les institutions publiques, sur la relation entre citoyens, culture et développement durable.

L'ambassadeur de l'ONU au Pérou, et président du [Groupe d'Amis de la Culture et du Développement](#), **M. Gustavo Meza-Cuadra**, a remarqué que le travail de coordination avec l'UNESCO dans le processus de négociation avait permis d'inclure la culture dans les Objectifs de Développement Durable, pas de manière aussi approfondie qu'il aurait été souhaité, mais permettant tout de même une reconnaissance significative de la culture comme facteur de facilitation et contribution au développement. Il a également expliqué que le développement d'indicateurs qui soient en mesure de refléter les apports de la culture au développement durable était en cours avec l'UNESCO.



M. Peter Rorvik, Secrétaire Général d'[Arterial Network](#), également engagé dans la campagne #culture2015goal, a évoqué la place de la culture au sein des nombreux défis et priorités auxquels fait face l'Afrique. La culture faisant partie intégrante des modes de vie, il existe un risque qu'elle soit d'office prise pour acquise. Bien que la culture ne soit pas nécessairement vue comme une priorité en Afrique, des progrès sont réalisés quant à la reconnaissance de l'importance de la culture pour le développement durable. Il a aussi mis l'accent sur le fait que les efforts devraient se focaliser sur les droits humains : ouvrir l'accès aux ressources et aux opportunités, garantir la liberté d'expression et fournir une éducation à la jeunesse.

Une autre organisation engagée dans la campagne, [Culture Action Europe](#), était représentée par sa présidente, **Mme Mercedes Giovino**. Elle a affirmé que même si la culture avait constitué un pilier de l'intégration Européenne depuis les années 1940, cela ne signifiait pas que la culture faisait partie de l'Agenda en lui-même. Dans la [stratégie Europe 2020](#) de l'UE, la culture est quasiment réduite à sa dimension économique. Elle a mis l'accent sur le fait que la culture devrait jouer un rôle plus grand dans l'agenda, et a confirmé que l'inclusion des aspects culturels dans les stratégies de développement durable constituait un défi à long-terme.

Mme Christine Merkel, Chef de la Division Culture à la [Commission Allemande de l'UNESCO](#), a pointé du doigt le progrès réalisé sur l'inclusion des aspects culturels dans l'agenda mondial. Selon elle, la culture est intégrée à l'agenda mondial dans une approche graduellement « homéopathique » : environ la moitié des Objectifs post-2015 peuvent être considérés comme en relation avec la culture, ce qui est quelque chose de positif. Elle a également identifié deux relations en triangles clefs qui mériteraient à

l'avenir davantage de considération et de collaboration : culture, science et éducation, qui devraient être reliés en termes de politique et de pratique ; et créativité, curiosité et intégration culturelle.

De son côté, **M. Charles Vallerand**, Secrétaire Général de la [Fédération Internationale des Coalitions pour la Diversité Culturelle](#), l'une des autres organisations de la campagne #culture2015goal, a d'abord réfléchi au besoin de participation des organisations de la société civile à l'élaboration des agendas mondiaux. Il a également affirmé que la culture est le véhicule qui permet de relier différents champs d'action, et a remarqué l'importance de parvenir à la viabilité des expressions culturelles. Il a mis en valeur le fait que les villes qui encouragent la culture deviennent de meilleurs espaces, et que les groupes qui intégraient des activités culturelles en vue de démarches de changement social obtenaient de meilleurs résultats sociaux. Pour lui, il serait également nécessaire de disposer d'indicateurs qui permettraient de réinventer et de revaloriser la culture sans tomber dans le piège du quantitatif ou de l'excès d'instrumentalisation.

Au nom de la [Commission des États-Unis du Conseil International des Monuments et Sites \(US ICOMOS\)](#), également membre de la campagne mondiale, son Directeur Exécutif, **M. Andrew Potts**, a évoqué l'importance de travailler ensemble pour les acteurs culturels, en particulier dans un contexte dans lequel les ennemis de la civilité, de la créativité et du patrimoine ne font aucune différence entre tangible et intangible, entre les objets culturels mobiles et immobiliers. Il a mis l'accent sur le fait que l'inclusion de la culture dans la [cible 11.4 de l'ébauche des ODD](#) devrait être considérée comme une immense victoire au sein des organisations et des réseaux impliqués dans la promotion de la culture dans le développement durable.

La présidente de la session, **Mme Emilia Sáiz**, Secrétaire Générale Adjointe de [CGLU](#), a clôturé la discussion en soulignant que septembre 2015, date à laquelle sera adopté l'Agenda post-2015, ne devrait pas être perçu comme la fin du chemin pour les ODD, mais plutôt comme le début du chemin, dans la mesure où il sera nécessaire de mettre en œuvre l'agenda, que les organisations en cautionne le contenu ou pas. Tous les acteurs devraient s'engager à rendre cet Agenda efficient et solide. Selon elle, le Sommet Habitat III de 2016 devrait être un autre jalon important dans la mesure où il devrait contribuer à rendre l'agenda mondial plus concret. Il pourrait aussi être vu comme une opportunité pour changer la structure gouvernementale du système international. Elle a également fait référence au fait que CGLU avait adopté une déclaration politique sur « [Culture: Quatrième pilier du Développement Durable](#) » en 2010, ce qui pourrait constituer un instrument utile pour les acteurs de la société civile et les autres parties prenantes au débat.



Session parallèle A2. Villes et politiques culturelles : mettre en œuvre Culture 21 : Actions

Cette session, qui a fait office de réunion officielle de la Commission Culture de CGLU, était ouverte à la fois aux membres de la Commission et aux individus et observateurs institutionnels. La Commission a profité de cette occasion pour approuver formellement **Culture 21 : Actions**. Résultat de la démarche de consultation menée sur plus d'un an, Culture 21 : Actions est le document qui actualise certains éléments de l'Agenda 21 de la culture et qui vise à fournir les outils pour sa mise en œuvre pratique au sein des villes engagées avec sur la culture et le développement durable. De plus, il devrait pouvoir permettre une autoévaluation des politiques culturelles locales, fournir une meilleure expertise sur la mise en œuvre au sein des villes et favoriser davantage les échanges d'expériences et d'angles d'approches entre les villes.

En premier lieu, les représentants des villes qui constituent la Présidence de la Commission culture de CGLU sont intervenus.

“ L'OBJECTIF DE L'AGENDA 21 DE LA CULTURE EST DE PERMETTRE D'AVOIR UNE PLUS GRANDE TRANSVERSALITÉ AU NIVEAU DES POLITIQUES PUBLIQUES. ”

“ CULTURE 21 ACTIONS EST UN OUTIL PRATIQUE AYANT POUR BUT DE PROMOUVOIR L'EXPERTISE, LES BONNES PRATIQUES ET L'APPRENTISSAGE ENTRE ÉGAUX ENTRE LES VILLES SUR LE RÔLE DE LA CULTURE DANS LES VILLES DURABLES. ”

Représentant **Barcelone**, l'une des vice-présidentes de la Commission, **M. Esteve Caramés**, conseiller de l'Institut de la Culture de Barcelone a souligné que Culture 21 : Actions représentait un pas supplémentaire et permettrait d'articuler les politiques culturelles locales avec un mouvement d'amplitude mondiale. Il a aussi mis en exergue le travail mené à bien par la Commission Culture sur l'identification et l'analyse de bonnes pratiques au regard de l'Agenda 21 de la culture.

Au nom de la **Ville de Mexico**, l'une des co-présidentes de la Commission, son Secrétaire à la culture **M. Eduardo Vázquez**, a exposé les résultats de la première édition du **Prix International CGLU - Ville de Mexico - Culture 21**, initié en 2014. Le Prix a permis de donner une visibilité à un grand nombre de bonnes pratiques en matière de politiques culturelles locales et de développement durable.

De son côté, **Mme Manon Gauthier**, membre du Conseil Exécutif de la Municipalité de **Montréal**, l'une des co-présidentes de la Commission, a remarqué que Culture 21 : Actions constituait un bon outil pour relier les politiques culturelles avec les autres dimensions du développement, et pour réaffirmer le rôle essentiel des aspects culturels dans ce cadre. Elle a également souligné la dimension d'"action" du nouveau document, davantage orienté sur une mise en œuvre pratique.

Au nom de **Buenos Aires**, une des autres villes qui copréside la Commission, **Mme María Victoria Alcaraz**, sous-secrétaire au patrimoine Culturel du Ministère de la Culture du Gouvernement de Buenos Aires, a évoqué le caractère flexible, modulable et ajustable à différentes villes et circonstances de Culture 21 : Actions. Elle a également affirmé que le nouveau document permettrait de recentrer le travail de la Commission sur la mise en œuvre, le transfert de connaissances et l'approfondissement du travail en réseau.

De son côté, **Mme Pascale Marchand**, conseillère Musique et Arts Scéniques et Visuels de la ville d'**Angers**, qui occupe l'une des vice-présidences de la Commission, a expliqué l'importance que l'Agenda 21 de la culture avait eu pour sa ville, tant en termes de politique culturelle qu'en termes d'internationalisation. Elle a souligné l'importance de sensibiliser au travers de l'action, ce qui a donné encore davantage de sens à Culture 21 : Actions.

À la suite de ces interventions, **Mme Catherine Cullen**, présidente de la Commission Culture de CGLU et représentante de la **Métropole européenne de Lille (MEL)**, a pris la parole. Elle a évoqué la nature dynamique de la culture, le fait que tout comme elle, l'Agenda 21 de la culture devait aussi évoluer, et qu'ainsi Culture 21 : Actions en était l'expression. Par la suite, Catherine Cullen a soumis le document Culture 21 : Actions à approbation. Le document a été approuvé par les participants à la réunion.

Dans la continuité, **M. Jordi Pascual**, coordinateur de la **Commission culture de CGLU**, a pris la parole. Il a mentionné la démarche de consultations qui avait conduit à l'approbation de Culture 21 : Actions, ainsi que le fait que le nouveau document pourrait permettre de consolider le travail de l'Agenda 21 de la culture, tout en conservant cette marque comme élément déterminant du travail de la Commission Culture.

Selon lui, l'enjeu serait d'apporter des réponses aux nombreuses villes qui souhaitent mettre en œuvre Culture 21 : Actions, au travers du développement d'un nouveau programme de « *Villes Pilotes* », similaire à celui qui avait été initié en 2014. En ce sens, il serait nécessaire de mettre en place des collaborations avec d'autres villes ayant une expérience dans la mise en œuvre de l'Agenda 21 de la culture, ainsi qu'avec des réseaux régionaux tels que *Culture Action Europe*, avec qui une coopération sur la mise en place de Culture 21 : Actions en Europe a d'ailleurs été validée. Il a également souligné le travail réalisé quant à l'identification et l'analyse de bonnes pratiques, et a notamment invité les participants à les consulter.

Jordi Pascual a aussi fait état des autres actions qui seraient menées à bien par la Commission en 2015. Parmi elles, la campagne *#culture2015goal*, pour l'inclusion de la culture dans l'Agenda de Développement post-2015, à laquelle participent d'autres réseaux mondiaux; et le lancement de la deuxième édition du Prix International CGLU – Ville de Mexico – Culture 21, qui sera décerné en 2016.

Cette session a permis d'approuver Culture 21 : Actions comme nouveau document d'orientation de mise en œuvre de l'Agenda 21 de la culture. Culture 21 : Actions peut être téléchargé sur <http://www.agenda21culture.net/index.php/newa21c/new-a21c>



Session parallèle B2. Bonnes pratiques : culture et inclusion sociale

De nombreuses villes du monde entier ont fondé leurs politiques culturelles sur la cohésion sociale, en encourageant et en reconnaissant les groupes d'individus désavantagés, en favorisant l'égalité d'accès aux biens et aux services publics, en menant à terme des projets traitant de la mémoire collective, de la prévention des conflits, etc. Cette session a porté sur les relations entre les dimensions culturelle et sociale du développement durable local. Un bouquet d'approches différentes liés à l'accès à la culture, à la démocratisation de la culture et une combinaison d'approches descendantes et ascendantes ont été examinées. Les participants ont également analysé la manière dont les politiques culturelles pourraient, à terme, devenir un axe d'appui dans la construction d'une citoyenneté active et critique et dans le renforcement du lien social.

Cette session a été organisée en partenariat avec la *Commission pour l'Inclusion Sociale, la Démocratie Participative et les Droits Humains de CGLU*.

Le débat a été présidé par **Mme Valentine Roy**, Chargée de mission Culture, *Plaine Commune*. Dans son intervention initiale elle a fait référence à l'Agenda 21 de la culture, qui invite à intégrer la participation, la co-construction, les droits culturels et la culture dans la démocratie et dans un projet politique. Elle a décrit une politique comme l'expression d'un projet, d'une vision, et a considéré que l'Agenda 21 de la culture aidait à construire ce projet.

La Directrice de Culture de la Ville de *La Courneuve*, **Mme Caroline Coll**, a présenté un projet de long-métrage qui vise à raconter l'histoire de la ville, par les habitants eux-mêmes, via la collecte de témoignages. Elle a également réfléchi aux difficultés ressenties par les habitants d'un territoire, comme celui

de Plaine Commune, que le gouvernement central réduit à une zone de peuplement. Dans ce contexte, la culture est ce qui nous permet d'habiter, nous libère et crée un horizon si on la construit ensemble.

À son tour, **Mme Seo Myung-sook**, Directrice exécutive de **Jeju Olle**, a présenté le projet « Jeju Olle Trail », qui a permis de restaurer des chemins oubliés et perdus et de créer de nouvelles routes. Le projet sert aussi à valoriser les pratiques traditionnelles, l'artisanat, les marchés locaux et les villages traversés par le chemin. Son succès touristique a permis d'avoir un impact économique très fort, avec une importante revitalisation d'activités telles que les marchés traditionnels.

L'expérience de **Voluntary Arts Scotland** a été décrite par sa Directrice, **Mme Jemma Neville**. Cette organisation apporte un soutien aux organisations et aux personnes qui travaillent dans les pratiques culturelles amateurs. Le volontariat dans l'art permet un enrichissement et un épanouissement personnel et le lancement de nouvelles dynamiques de groupes. Il faut aider les citoyens les plus pauvres à s'exprimer culturellement, il faut autonomiser les citoyens dans leur créativité (empowerment).

Mme Lucina Jiménez, Directrice de **ConArte Mexico** et Vice-présidente de ConArte International a présenté l'expérience de cette organisation qui a ouvert des centres culturels communautaires dans diverses villes mexicaines (Ville de Mexico, de Juárez et de Guadalajara entre autres) et qui a élaboré des méthodologies spécifiques pour soutenir les activités culturelles orientées sur la non-violence et sur la communauté. Lors de son intervention, elle a remarqué que l'éducation aux arts était un droit culturel auquel tous les individus devraient avoir accès. Les arts peuvent permettre de construire de nouvelles capacités citoyennes.

Au nom de la ville de **São Paulo**, son secrétaire à la Culture, **M. Nabil Bonduki** a présenté le Plan Directeur de la ville, qui a constitué un moment important en termes de mobilisation citoyenne, notamment sur la définition d'un nouveau modèle de développement durable entre autres dans le domaine culturel. Dans ce contexte, marqué par les inégalités entre le centre et la périphérie, la culture a permis la transformation d'un modèle urbain non-durable, ainsi que la réappropriation et l'investissement des espaces publics de certaines parties de la ville.

En dernière instance, **M. Jorge Melguizo**, consultant et ancien secrétaire à la culture de la ville de **Medellín**, a affirmé que la culture avait été une clef de transformation de Medellín, où l'on avait cherché à connaître, reconnaître, valoriser et potentialiser la culture vivante communautaire. Il a aussi estimé que la culture pour la paix existait déjà dans les quartiers, et qu'il était nécessaire de valoriser ce qui existe déjà au sein d'une société pour la reconstruire. Le développement de Medellín est devenu un enjeu collectif grâce à un travail de transformation urbaine culturelle et sociale qui a permis de réduire la violence. Selon lui, si cela a été possible à Medellín, cela devrait l'être aussi dans n'importe quelle autre ville.

« IL EST TRÈS DIFFICILE D'IMAGINER L'AVENIR D'UNE VILLE D'ÉQUITÉ, DE JUSTICE, D'INCLUSION, ET AYANT UNE VIE DÉMOCRATIQUE, SANS D'ABORD RECONNAÎTRE LES DROITS CULTURELS DES PERSONNES. »



Speed networking C2

Les sessions 'speed networking' incluses dans le programme du Sommet Culture ont eu pour but de permettre des dialogues à échelle humaine entre les agents et acteurs et sur des expériences pertinentes au regard de la relation entre culture et développement durable. Chaque session comprenait une courte introduction par l'intervenant invité et un espace de discussion et d'apprentissage.

Le projet **Donostia – San Sebastián Capitale Européenne de la Culture 2016** a été présenté par **M. Juan Karlos Izagirre**, maire de **Donostia – San Sebastián**. Il a expliqué que le projet était fondé sur l'exploitation des éléments tangibles préexistants et qu'il avait pour axes de donner à voir la culture basque, de travailler sur les valeurs et de soutenir la culture comme outil de paix et de conscientisation citoyenne. Au travers de cette initiative, la volonté était de parvenir entre autres à ce que tous les réseaux générés contribuent à améliorer la créativité et à consolider de nouvelles dynamiques de construction partagée, ainsi que le travail collectif.

M. Jon Hawkes, Analyste Culturel résident du **Réseau de Développement Culturel de Victoria** (Australie), auteur du *Quatrième pilier de la Durabilité: le rôle essentiel de la culture dans la planification urbaine* en 2001, est intervenu dans une session intitulée « **Culture, quatrième pilier de la Durabilité, 14 ans plus tard** ». Il a déclaré que la métaphore du pilier n'était plus véritablement valable, étant donné que cela tendait à mener à des conflits territoriaux au sein desquels la culture avait tendance à se perdre. Selon lui, la culture informant les prises de décisions politiques, alors toute politique est de fait culturelle. La politique revient à imaginer un futur, et les visions du futur ont toujours été conditionnées par nos valeurs – bien que cela ait été banalisé et pris pour acquis. Plutôt d'in que d'introduire la culture, le véritable défi réside en fait dans la reconnaissance du fait que l'héritage et les valeurs conditionnent la prise de décision politique. Cependant, un nouveau jeu de valeurs doit être appliqué à la prise de décision politique. Il a également estimé que tous les activistes culturels

devraient s'intéresser à tous les aspects politiques, et non uniquement aux aspects « culturels ». Regrettant que la majeure partie du travail se fasse au sein même du pilier, sans jamais réellement en sortir, il a suggéré que le plus important était la dimension d'interconnexion, d'entrelacement.

Le Secrétaire Général d'Arterial Network, **M. Peter Rorvik**, a présenté son organisation, un réseau continental d'artistes, d'activistes culturels, d'ONG d'arts et d'entreprises culturelles ayant pour objectif commun de développer la culture à travers l'Afrique. Le travail d'Arterial Network vise à contribuer à la promotion de la démocratie, des droits humains et du développement durable en Afrique. Arterial a établi un Réseau de Villes Créatives Africaines et organise annuellement des **Conférences sur l'Économie Créative**, la prochaine étant prévue à Yaoundé, au Cameroun (octobre 2015).

Mme Irene Basilio Intxausti et **M. Igor de Quadra**, membres de Karraskan, ont présenté **Karraskan – Réseau d'expériences créatives**. Ce réseau rassemble tout type d'agents du milieu culturel d'Euskadi étant en lien avec la création contemporaine et la créativité appliquée dans une perspective de transversalité. Son objectif est de collaborer pour la reconnaissance de la création et de la créativité comme mécanismes de transformation, et de mettre en commun des questions d'intérêt professionnel, en favorisant les interrelations entre les agents.

M. Amareswar Galla, Directeur Exécutif de l'**Institut International des Musées Inclusifs**; et Consultant, **World Culture Forum**, a réalisé une présentation intitulée « **Le Musée Inclusif, une recherche et une initiative de construction de capacités sur les musées et le patrimoine** ». Il a ainsi expliqué que le Musée Inclusif concentre ses efforts sur les relations changeantes entre les musées et leur communauté, abordant la question suivante: « Comment l'institution du musée peut-elle devenir davantage inclusive? ». Il a fait état d'une réflexion sur le fait que la narrative de l'inclusion faisait de manière générale l'objet de filtrages, de contrôles et il s'est demandé comment réagir à cela. L'accès à la culture est aussi fondé sur l'idée d'un « engagement entre égaux », bien qu'il revendique le fait que nous ne soyons pas égaux – nous avons pour lui la capacité de partage en amont, ce qui nous permet d'agir et d'interagir comme des égaux.

La **Convention sur les Villes de Musique** a été présentée par son Directeur, **M. Shain Shapiro**. Il a introduit **Sound Diplomacy**, la principale agence mondiale de développement des marchés musicaux qui aide les entreprises, les gouvernements, les municipalités, les institutions académiques et les marques à s'étendre sur de nouveaux marchés et à élargir leur impact et leurs réseaux sur les marchés existants. La Convention des Villes de Musique qui se déroulera à Brighton (Grande-Bretagne) en mai 2015 est une conférence qui dure une journée et qui se concentre sur l'exploration de nouvelles idées mêlant développement de l'industrie de la musique et développement urbain.



Présentation du livre *Villes, Musées et Soft Power*

Cet ouvrage, à venir, écrit par Gail Dexter Lord et Ngaire Blankenberg (**Lord Cultural Resources**) sera publié par l'Alliance Américaine des Musées (**AAM Press**) et a été présenté dans le cadre du Sommet. **Mme Ngaire Blankenberg**, consultante principale de Lord Cultural Resources, ainsi que les coéditeurs du livre, **Mme Lourdes Fernández**, Directrice de l'Azkuna Zentroa et **M. Javier Jiménez**, Consultant de Lord Cultural Resources ont tous trois apporté leur contribution.

Villes, Musées et Soft Power analyse le rôle des musées dans le 'soft power' de leurs villes, en raison de leur collections interculturelles, de leur rôle en tant que repères urbains et en tant que lieu de rassemblement et d'approfondissement de la compréhension du passé et du présent et donc d'élaboration du futur. Lourdes Fernández et Javier Jiménez, dont les essais sont inclus dans le livre, ont discuté des messages-clefs de leurs chapitres respectifs, et notamment de l'utilisation active des institutions culturelles par les citoyens et du déni de la valeur des musées (c'est à dire le fait de les percevoir comme étant dignes d'intérêts même lorsqu'ils ne sont pas exploités). De son côté, Ngaire Blankenberg a donné un aperçu plus global des objectifs et des éléments de réponse du livre.



Plénière 4. Culture et villes durables : les Engagements

Cette session analyse la relation entre culture et développement durable au niveau local, y compris les synergies existantes entre les politiques culturelles, les autres champs du développement durable local (éducation, inclusion sociale, développement économique, emploi, connaissance, environnement etc.) et la signification d'outils internationaux et de l'apprentissage entre pairs.

La discussion a été présidée par **Mme Danielle Cliche**, Secrétaire de la [Convention sur la Protection et la Promotion de la Diversité des Expressions Culturelles](#), UNESCO. Cette convention, adoptée par l'UNESCO en 2005, offrirait une orientation à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques en lien avec la diversité des expressions culturelles et avec l'inclusion de la culture dans les stratégies de développement durable. Dans son introduction, Mme Cliché a souligné que le travail réalisé par CGLU, par l'Agenda 21 de la culture et par beaucoup de gouvernements locaux à travers le monde avait été essentiel dans le plaidoyer pour l'inclusion de la culture dans l'Agenda de Développement post-2015, ainsi que dans la mise en œuvre locale des objectifs de la Convention mentionnée préalablement. Elle a soulevé plusieurs questions qui seraient abordées lors de la session, notamment la question de savoir comment favoriser un changement pour que la culture soit mieux intégrée dans les autres champs politiques, comment construire de meilleures synergies entre les acteurs, au travers du développement de nouveaux modèles de gouvernance locale et de la construction d'espaces d'apprentissage adaptés.

Lors de son intervention, **M. Cheng Jieru**, Vice-secrétaire général du Gouvernement municipal populaire de [Wuhan](#), a considéré qu'il était difficile d'imaginer une ville sans culture. Selon lui, une ville ne peut survivre sans culture, qui est la nourriture de son développement durable, et qui constitue un élément distinctif. Il a affirmé aussi que toute ville a une histoire, avec des symboles et des spécificités, qu'il faut préserver et valoriser.

Pour sa part, **M. Simon Brault**, directeur et chef de la direction du [Conseil des arts du Canada](#), a expliqué qu'il cherchait à appliquer les principes de l'Agenda 21 de la culture à une organisation nationale, le Conseil des arts du Canada, particulièrement en ce qui concerne l'intégration et la transversalité, ainsi que le respect des besoins exprimés au niveau local. À son avis, les arts devraient faire partie des débats sur l'avenir des sociétés. Il est nécessaire pour lui de transformer la structure des institutions afin de répondre aux enjeux et aux besoins de l'avenir, faute de quoi elles risquent de perdre en pertinence.

L'intervenant suivant a été **Mme Jyoti Hosagrahar**, Directrice de [Sustainable Urbanism International](#); titulaire de la [Chair Culture, Habitat et Développement Durable de l'UNESCO à l'école d'Arts, Design et Technologie de Srishti](#); et conférencière à l'[Université de Columbia](#). Elle a mentionné Durant sa présentation que la culture pouvait aider à atteindre les Objectifs de Développement Durable de trois manières différentes: en agissant comme un moteur du développement, en agissant comme un catalyseur de ce développement et en croisant et en recoupant les objectifs et la mise en œuvre des ODD (par exemple, en accroissant la résilience au changement climatique en se fondant sur les connaissances locales). De son point de vue, la culture peut contribuer à améliorer la viabilité des villes au travers d'actions spécifiques (facilité d'accès piéton, amélioration des lieux et équipements humains résilients) et à améliorer les conditions de vie (inclusion sociale et culturelle).

M. Alfons Martinell, professeur de la [Chair UNESCO sur les Politiques Culturelles et la Coopération de l'Université de Girona](#), a axé son intervention sur la dimension locale du développement : le développement qui a un véritable impact sur les personnes et sur les collectifs est celui qui a lieu au niveau local. Les individus sont la colonne vertébrale du développement durable. Il a fait état d'une réflexion portant sur la nécessité de fonder le développement sur les capacités individuelles, collectives et institutionnelles. Parmi elles, on doit pouvoir trouver les capacités culturelles. Il a considéré que le défi était de les définir et de les mettre en pratique de façon à ce qu'elles soient mesurables. Ainsi, il est nécessaire de définir de manière plus opérationnelle le rôle de la culture dans le développement durable au niveau des villes.

M. Jon Hawkes, Analyste Culturel résident au sein du [Réseau pour le Développement Culturel de Victoria](#), a confirmé que les gouvernements locaux étaient au plus proche des populations et qu'ils



étaient par conséquent capable d'initier les réels changements au sein des communautés. Quoiqu'il en soit, il a fait valoir qu'un profond changement culturel au sein même de la bureaucratie des gouvernements devait avoir lieu, de sorte que ces derniers puissent activement écouter les populations, dans la mesure où les communautés ont bien davantage de capacités que nous ne sommes prêts à leur en donner. Dans cette optique, les gouvernements locaux devraient aussi pouvoir être capables d'expliquer la culture et le développement durable dans un langage accessible, de croire dans les capacités des communautés, de faciliter leurs initiatives sans interférer et de faire preuve d'imagination.

Mme Lucina Jiménez, directrice de [ConArte Mexico](#) et vice-présidente de [ConArte Internacional](#), a affirmé lors de son intervention que les villes devraient soutenir les écosystèmes qui permettent aux citoyens de participer et d'exercer leurs droits culturels. Pour elle, la démocratie culturelle doit aller au-delà de l'élargissement des opportunités pour l'accès: il s'agit de pouvoir s'impliquer activement dans les processus de création et d'expression, afin d'en améliorer le milieu. Entre autres, il serait nécessaire de construire un discours qui permette de structurer la collaboration entre le culturel et les autres champs du développement. Enfin, elle a abordé la question complexe des indicateurs culturels: selon elle, s'il est possible d'évaluer les impacts des projets culturels, il conviendrait pour commencer de collecter les différentes initiatives de médiation existantes.

Intervenant au lendemain de l'attaque du Musée National de Bardo à Tunis qui a causé la mort de 21 personnes, **Mme Rabiaa Belf Guira**, Conseillère à la Culture de [Sfax](#), a entamé son discours avec l'expression de choc et de sa consternation face aux événements. Présentant ensuite les politiques culturelles de sa ville, elle a décrit une longue série d'activités mises en œuvre dans les domaines de la culture, du patrimoine, et d'activités culturelles transversales, notamment dans les prisons. Sfax a pour ambition d'être reconnue comme faisant partie du Patrimoine Mondial.

M. Mücahit Sami Küçüküçüklü, Chef du Département Culture et Social de la Municipalité de [Konya](#), a présenté un grand nombre d'initiatives culturelles mise en œuvre dans sa ville et ayant toutes contribué au développement local, que ce soit au travers d'investissements dans de nouveaux équipements culturels, via l'élargissement de l'offre culturelle et via l'élaboration de nouvelles activités culturelles. Des politiques d'éducation visant à améliorer la sécurité et à contrer les taux de criminalité existants ont également requis l'implication des arts et des valeurs et des principes humanistes et ont nécessité l'intensification des activités culturelles.

“ LE CONTRAIRE DE L'INSÉCURITÉ EST LA COEXISTENCE,
ET CELLE-CI SE VOIT FAVORISÉE PAR LA RÉALISATION
D'ACTIVITÉS SOCIALES, ÉDUCATIVES ET CULTURELLES. ”

Lors de son intervention, **M. Jorge Melguizo**, consultant et ancien secrétaire à la culture de la Ville de Medellín, a fait part de sa réflexion sur la construction de la paix, de la sécurité et de la coexistence au sein des villes. Selon lui, le contraire de l'insécurité n'est pas la sécurité mais bien la coexistence ; et celle-ci se voit favorisée par la réalisation d'activités sociales, éducatives et culturelles. Il a ainsi considéré que toutes les villes devraient développer un plan de développement culturel sur au moins 10 ans, ce qui permettrait d'attribuer aux gouvernements successifs des obligations et de les engager à établir de nouvelles mesures avec une vision à long terme dans le même temps.

Mme Cristina Ortega, présidente du domaine Thématique « Moniteurs de Culture » du [Réseau Européen de Centres de Formation en Gestion Culturelle \(ENCATC\)](#) et directrice de l'[Institut des Études des Loisirs de l'Université de Deusto](#), a abordé lors de son intervention l'évaluation des projets culturels: pour elle, celle-ci devrait accompagner l'ensemble du processus de gestion (et non être uniquement menée en fin de projet), être adaptable au projet et assurer la participation active de toutes les parties prenantes au projet. D'autre part, elle a affirmé qu'au-delà d'un dialogue ponctuel, les institutions et les professionnels doivent assumer le développement culturel dans les villes comme défi qui requiert leur coresponsabilité.

La contribution finale à cette session a été dispensée par **M. Ferdinand Richard**, Directeur de l'[AMI \(Aide aux Musiques Innovatrices\)](#); Président du [Fond Roberto Cimetta](#); et Coordinateur du Panel d'Experts du [Fond International UNESCO pour la Diversité Culturelle](#). Il a fait valoir que les modèles de développement qui négligent la culture ne peuvent qu'échouer, et a également regretté que les politiques culturelles venant du Nord soient souvent adoptées dans les pays en développement, sans aucune adaptation, ni reconnaissance du contexte local, avec une tendance très descendante. Dans cette optique, l'Agenda 21 de la culture pourrait contribuer à changer cela. Il a argué que les actions proposées par Culture 21 : Actions pourraient être en mesure d'inspirer les plateformes internationales d'échange et de débat, et de proposer une exploration des responsabilités des différents départements au sein des gouvernements locaux.



Session parallèle A3. Villes et politiques culturelles: les politiques culturelles des villes européennes leaders

Cette session a permis la présentation de plusieurs expériences réussies de mise en relation des politiques culturelles avec le développement durable de villes Européennes. Les participants ont discuté des défis et des résultats visibles des processus locaux basés sur l'exploration des synergies entre culture et développement.

M. Ton Rombouts, maire de **Den Bosch** et Président de la Commission Internationale de l'**Association des Municipalités des Pays-Bas (VNG)**, a établi la description d'un projet sur 10 ans mis en œuvre par la Ville de Den Bosch visant à exposer les œuvres de Hieronymus Bosch disséminées dans des musées du monde entier. Cette initiative a occasionné des réflexions quant aux valeurs et aux significations à propos de la ville. Dans ce contexte, un éventail d'activités gratuites et de tours éducatifs ont été organisés.

Au nom de la Ville de **Lisbonne**, l'Adjointe au Maire à la Culture, **Mme Catarina Vaz-Pinto**, a expliqué que durant la période de crise économique, la Ville de Lisbonne avait contré la conjoncture en conservant son seuil d'investissement dans la culture et la réhabilitation du Patrimoine (bâtiments municipaux, espace public). Cela a pris une forme de catalyseur et de facilitateur de la collaboration avec la société civile, considérant l'importance de construire des relations de confiance avec la communauté artistique. Elle a également décrit la manière dont les réseaux de bibliothèques et les projets d'arts urbains au sein des communautés désavantagées jouaient un rôle important sur le développement local.

Le Vice-Président du **Conseil Culturel de Malmö**, **M. Marcelo Javier Arce Castillo**, a présenté la vision holistique de Malmö sur le développement durable, au travers de laquelle la culture est vue comme une dimension clef. Dans cette ville possédant un fort taux de migration, une grande diversité culturelle et une population jeune, l'un des objectifs a été de diminuer les seuils d'accès à la culture et d'encourager une participation active dans la ville. Un exemple pertinent est celui du **Festival du Film Arabe**, établi en 2011 et devenu l'un des festivals de ce type les plus importants en Europe.

M. Marc Gegenfurtner, du Département des Arts et de la Culture de la Ville de **Munich**, a évoqué l'importance des partenariats. De son point de vue, la construction d'alliances est essentielle pour le développement culturel dans les villes : réseaux internes au sein même des villes, coopération constructive et alliances avec les

LA SOCIÉTÉ CIVILE ASSUME DE PLUS EN PLUS DES RESPONSABILITÉS DANS LA GOUVERNANCE CULTURELLE LOCALE.

artistes, les voisins et autres. Il a fait valoir qu'il est également important de trouver un bon équilibre entre les institutions publiques, la scène artistique indépendante et la scène artistique du quartier ou du district.

L'Adjointe à la Culture du Gouvernement de la Province de **Biscay**, **Mme Miren Josune Ariztondo Akarregi**, a décrit comment, durant les deux décennies passées, les prises de décisions relatives à l'investissement dans la culture en vue de transformer l'image et la réalité de Bilbao ont été, certes, frappées par une crise profonde, mais avaient surtout à long-terme permis de générer des revenus qui avaient pu être par la suite réinvestis dans le développement social, ainsi que dans d'autres domaines. Selon elle, trois éléments clefs peuvent expliquer le succès de cette stratégie : les alliances (comme le système de gestion semi-public semi-privé du Musée Guggenheim), des programmes (construction du Musée comme symbole et signe visuel d'une identité) et les initiatives impulsées par les artistes (menant à des programmes d'éducation publique, etc.).

M. Tomasz Kacprzak, Président du Conseil de la Ville de **Łódź**, a présenté l'histoire culturelle de la ville, et notamment son développement en tant que point de rencontre des cultures polonaise, juive, allemande et russe. Après le déclin de l'industrie traditionnelle à la fin du 20ème siècle, la ville a entrepris des investissements majeurs dans le but de réhabiliter de vieux bâtiments industriels en lieux d'éducation artistique et d'événements culturels, et de fournir un espace de travail, de formation et de conseil entrepreneurial pour les jeunes entrepreneurs créatifs. Cela s'est fondé sur le patrimoine de la ville, comme l'**une des plus anciennes écoles de cinéma du monde** qui symbolise la réinvention à grande échelle de la ville.

Délivrant un commentaire final sur les expériences des villes présentées au cours de la session, **M. Luca Bergamo**, Secrétaire Général de **Culture Action Europe**, a souligné qu'en cette période où les politiciens ne bénéficient que de peu de confiance de la part des populations, reconstruire les relations entre les citoyens et les institutions publiques implique de déterminer l'équilibre exact entre approches ascendantes et descendantes. D'autres tensions doivent aussi être endiguées, notamment celles qui existent entre sécurité et liberté, entre existant et nouveauté, entre sphère analogique et sphère numérique, entre institutions et société civile. Les villes sont la ligne de front pour une gouvernance qui transforme à travers toute l'Europe, et sont donc détentrices d'une responsabilité cruciale. Dans ce contexte, il a mis l'accent sur le fait que la société civile, traditionnellement fragmentée, est de plus en plus prête à assumer de nouveaux rôles.





Session parallèle B3. Bonnes pratiques: réseaux sur culture et durabilité

La reconnaissance des défis partagés aux niveaux régional et mondial, ainsi que de l'augmentation des similarités entre certains des défis du développement durable local fait partie des facteurs qui renforcent le besoin de travail en réseau en tant que dimension inhérente des politiques culturelles contemporaines et en tant qu'outil d'apprentissage. Ainsi, Culture 21 : Actions émerge comme une plateforme de facilitation des échanges d'expériences, de méthodologies et de leçons entre les villes. Dans cette session, plusieurs initiatives de travail en réseau dans le domaine de la culture et du développement durable basées sur des approches différentes ont été présentées : réseaux de la société civile, réseaux de gouvernements locaux et nationaux, etc.

Mme Lynda Roy, Directrice du réseau [Les Arts et la Ville](#), a présenté cette initiative, qui peut être décrite comme étant un espace de connaissance, de partage des bonnes pratiques, de réflexion, de promotion, d'échange et d'action favorisant la vitalité des arts et de la culture sur le plan local. Le réseau a adopté une [déclaration de soutien à l'Agenda 21 de la culture et Culture 21 : Actions](#) et tient à élaborer une stratégie de sensibilisation des collectivités du territoire québécois autour de ces outils.

M. Greg Box, membre du Conseil du [Réseau pour le Développement culturel de Victoria](#) et du [Forum sur la Culture pour les Gouvernements Locaux Australiens](#), a présenté le Forum sur la Culture pour les Gouvernements Locaux Australiens, qui a pour but d'influencer le gouvernement national et de mettre l'accent sur l'importance souvent sous-estimée des gouvernements locaux dans le champ

culturel. Il a évoqué qu'en plus de construire de nouveaux équipements, il est toujours essentiel de tenir compte de la manière dont ceux-ci seront soutenus par la suite.

Mme Christelle Blouët, Directrice du [Réseau Culture21.fr](#), a expliqué les origines de ce réseau : un manque de compréhension des droits culturels a été constaté, et il était nécessaire de renforcer les capacités dans ce domaine. Dans ce contexte, le Réseau Culture21.fr a élaboré des instruments méthodologiques pour outiller les personnes et permettre le travail en réseau. Selon elle, Culture 21 : Actions permet de passer l'Agenda 21 de la culture dans le 21ème siècle, d'affirmer que les droits culturels sont le socle de cette ambition et de s'ouvrir à l'idée de la gouvernance partagée.

Le Directeur exécutif de l'[Association de Gouvernements Locaux d'Afrique du Sud \(SALGA\)](#), **M. Xolile George**, a réfléchi à l'importance des aspects culturels en Afrique du Sud : dans le contexte d'un pays divisé, une attention particulière est donnée au symbolique : des célébrations telles que la Journée de la Liberté, la Journée des Droits Humains ou la Journée du patrimoine sont toujours célébrées à la lumière du passé du pays. Il a également débattu la notion de « ville éducative », qui devrait informer ses citoyens et leur permettre de réfléchir à ce que signifie être citoyen au sein d'un état démocratique et ce que signifie être un acteur responsable au sein d'une narrative historique.

M. Joxean Muñoz, Conseiller délégué à la Culture, à la Jeunesse et aux Sports du [Gouvernement Basque](#), a affirmé lors de son intervention que les institutions ne sont pas celles qui doivent créer la culture mais que celle-ci naît à partir de la base. Au travers d'initiatives comme [Kultura Auzolanean](#), le Gouvernement Basque encourage et promeut un modèle de « gouvernance collaborative », fondé sur la nécessité de collaboration entre diverses institutions publiques et privées, afin que chacune soit plus efficiente, bénéficie d'une meilleure répartition des tâches et travaille autour de projets stratégiques.

M. Mikael Höysti, Chef du Département pour la Culture et Ressources du [Conseil Nordique des Ministres](#), a présenté le modèle de coopération Nordique, basé sur la perception que la région dans sa globalité est bien plus que chaque pays pris un à un. Travailler ensemble permet d'atteindre davantage. Le Conseil Nordique reconnaît la culture comme le quatrième pilier du développement durable et son travail dans le secteur culturel implique, entre autres, cartographie, soutien, partage de connaissances et provision d'outils de travail quotidiens.

Enfin, le Directeur de la culture de l'[Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest \(UEMOA\)](#), **M. Komlan Agbo**, a souligné que le séminaire régional de diffusion de l'Agenda 21 de la culture que l'UEMOA avait organisé à Dakar en 2008 avait conduit à la création de services culturels dans plusieurs villes, ainsi que d'un Conseil des collectivités territoriales. L'UEMOA considère la culture comme valeur essentielle devant favoriser une co-prosperité des États membres, dans laquelle villes et collectivités territoriales jouent leur partition.



Speed networking C3

Les sessions 'speed networking' incluses dans le programme du Sommet Culture ont eu pour but de permettre des dialogues à échelle humaine entre les agents et acteurs et sur des expériences pertinentes au regard de la relation entre culture et développement durable. Chaque session comprenait une courte introduction par l'intervenant invité et un espace de discussion et d'apprentissage.

L'expérience de [Pavillon 6](#) a été présentée par **M. Ramón Barea**, membre de cette organisation. Initiative autogérée, Pavillon 6 réunit des producteurs d'arts et de performances et des artistes dans le but d'encourager les synergies, d'innover dans les modèles de gestion et de construire de nouvelles relations avec les publics. Le projet avait également pour mission de transformer des espaces vides ou délaissés en nouveaux lieux de créativité et de production de valeurs et d'expériences culturelles. M. Barea a notamment mentionné que les membres de l'initiative ne se sentaient pas appartenir à une industrie culturelle mais se voyaient davantage comme des artisans.

Le Président de la [Fondation Santander Créative](#), **M. Marcos Díez**, a présenté le [Chemin Culturel Atlantique](#), un projet initié par les villes de Santander et de Bilbao, qui implique 15 municipalités de France, d'Espagne et du Portugal. L'initiative cherche à promouvoir le tourisme autour des ressources culturelles de ces territoires, via la promotion de groupes de travail entre les villes participantes et en favorisant la circulation des publics.

Mme Fern Smith, [Emergence](#) & Conseil des Arts du pays de Galles; et **M. Sian Tomos**, Directeur, Entreprise & Régénération, [Conseil des Arts du Pays de Galles](#), ont présenté [Culture Shift](#), un document qui décrit comment les artistes répondent à la durabilité au Pays de Galles. En réponse à l'augmentation des questionnements à propos de ce que les Arts faisaient dans ce domaine, le projet Emergence a été lancé en 2010. Depuis, un dialogue ouvert a été établi, des études de cas ont été identifiées, et des recommandations pour le travail à venir ont été formulées. Les intervenants ont estimé que les prochaines étapes incluraient la question de savoir comment croître en tant que communauté au sein même du pays.



10 ans d'Agenda 21 de la culture (2004-2015)

Cette session a impliqué la présentation du contexte et du développement de l'Agenda 21 de la culture depuis 2004. Des représentants des villes qui ont été les premières à lancer le document (Porto Alegre et Barcelone), ainsi que les auteurs d'un ouvrage à paraître sur l'histoire de l'Agenda 21 de la culture ont constitué le panel d'intervenants,

M. Fritz Glockner, co-auteur de l'ouvrage (en préparation) sur l'histoire de l'Agenda 21 de la culture, a entamé la session en mettant en exergue qu'actuellement, l'Agenda 21 de la culture réunissait bien davantage de monde que l'on aurait pu l'imaginer 10 ans auparavant. Selon lui, les conditions historiques étaient réunies pour que l'Agenda 21 de la culture émerge, en aucun cas il ne peut s'agir d'un hasard. Il a par ailleurs synthétisé des idées par l'expression « Et quand il se réveilla, la culture était là. ».

Le second co-auteur du livre, **M. Enrique Glockner**, a mis l'accent sur l'importance de rappeler les origines et le pourquoi des choses : parfois, nous oublions et nous perdons alors le sens des choses. En documentant et en informant cette histoire, les auteurs du livre faisaient en fait « culture de la culture ». Ainsi, ils pourraient être décrit à la fois comme les « biographes d'une idée » qui elle-même génère des idées, et comme les observateurs de l'histoire de personnes et de villes.

Pour sa part, l'ancien Secrétaire à la Culture de [Porto Alegre](#) et codirigeant du groupe de rédaction de l'Agenda 21 de la culture (2004), **M. Vitor Ortiz**, a fait référence à la tendance existante qui tend à la dépersonnalisation des processus, et qui de fait contraste avec la nécessité de trouver qui ont été les acteurs qui ont fait émerger l'Agenda 21 de la culture : Porto Alegre, le Forum Social Mondial, Montevideo, Sao Paulo, Barcelone. Il a souligné en particulier le partenariat Porto Alegre – Barcelone comme facteur très important dans le processus d'élaboration de l'Agenda 21 de la culture.

Finalement, **M. Jordi Martí**, ancien délégué à la Culture de [Barcelone](#) et également codirigeant du groupe de rédaction de l'Agenda 21 de la culture (2004), a qualifié comme très satisfaisant le fait de voir que quelque chose dans laquelle on s'est impliqué mène à des réponses. Selon lui, la véritable satisfaction du serviteur public ne correspond pas aux félicitations mais bien à la sensation que quelque chose qui s'est passé au sein de la ville a à voir avec soi. Il a estimé que l'Agenda 21 de la culture avait été une réponse anticipée aux problèmes qui ont éclaté de manière plus visible à partir de 2008, dans la mesure où le document abordait déjà la lutte contre l'inégalité, l'importance de la participation citoyenne et la nécessité de travailler depuis la perspective de la diversité.

VENREDI 20 MARS 2015



Réception de bienvenue à la Mairie de Bilbao

La deuxième journée du Sommet Culture s'est terminée par une réception à la Mairie de Bilbao. Les participants ont d'abord été remerciés avec une danse traditionnelle basque « aurrasku ». **M. le Maire Ibon Areso** a accueilli tous les visiteurs et a retracé l'histoire de cet édifice de la fin du 19^{ème} siècle, attirant notamment l'attention sur le style Néo-Mudéjar de la salle d'entrée Arabe, où la réception s'est déroulée. Le Secrétaire Général de CGLU, M. Josep Roig, a remercié la Ville de Bilbao pour son accueil du Sommet, et pour l'accueil chaleureux fait aux participants.

En honneur aux victimes de l'attaque du Musée National de Bardo de Tunis perpétrée le jour précédent, une minute de silence a été observée.



Plénière 5. La culture dans les villes durables : le chemin à suivre

Cette session plénière a permis de faire avancer les étapes prévues pour poursuivre l'intégration des politiques culturelles dans le développement durable à l'échelle locale. Les participants, représentant des gouvernements locaux de différentes régions du monde, ont présenté leur vision et leurs engagements dans le but de faire des politiques culturelles une dimension clef de leurs stratégies de développement durable.

La session était présidée par **M. Robert Palmer**, Conseiller culturel International spécialisé dans les politiques culturelles et stratégiques. En présentant les sept conseillers et adjoints au maire qui allaient prendre part à la discussion, il a mis l'accent sur le fait qu'ils représentaient des villes profondément engagées sur l'inclusion de la culture dans leurs stratégies de développement durable, et dans la mise en œuvre des principes de l'Agenda 21 de la culture. Il a souligné l'importance d'une vision et d'un leadership politique, comme prérequis à l'action, et a affirmé que sans cette vision et sans de leadership, le progrès fait dans la mise en œuvre de Culture 21 : Actions serait lent, fragmenté, voire inexistant.

La première intervention a été prise en charge par **Mme Ibone Bengoetxea**, Adjointe au Maire et Conseillère à la Culture et à l'Éducation de la Municipalité de Bilbao. Elle a expliqué que la stratégie de la

Municipalité de Bilbao en matière de culture et de durabilité était basée sur quatre points : travailler sur le milieu physique et social pour en faire un lieu dans lequel des choses se passent ; chercher une connectivité interne et externe, en faisant la ville pour les individus ; soutenir la collaboration et la participation dans un contexte de crise ; et intégrer la culture comme axe qui s'intègre aux trois antérieurs et génère du capital social et de la transformation.

De son côté, **Mme María Victoria Alcaraz**, Sous-Secrétaire au patrimoine Culturel du Ministère de la Culture du Gouvernement de la Ville Autonome de **Buenos Aires**, a contextualisé la réalité culturelle de Buenos Aires comme espace de mouvement et de transit continu. En ce sens, l'Agenda 21 de la Culture représente un outil de mise en ordre du chaos créatif de la ville, et contribue à la dynamiser. Elle a aussi réfléchi à la transversalité des politiques, appuyant l'objectif que les autres départements municipaux comprennent cette vision de la culture, qui était à la fois une fin en soi et un moyen de développement. Pour elle, la culture est parvenue à trouver sa place en politique à Buenos Aires, en plus d'avoir su démontrer ses apports dans l'amélioration de la qualité de vie.

“ LA CULTURE EST CE QUI NOUS REND LIBRES ET NOUS TRANSFORME EN CITOYENS, CE QUI NOUS PERMET DE COMPRENDRE ET DE DÉCRYPTER LES GRANDS DÉBATS DE LA SOCIÉTÉ CONTEMPORAINE. ”

Mme Manon Gauthier, Membre de la Commission Exécutive du Conseil de la Ville de **Montréal**, en charge de la Culture, du Patrimoine, du Design, de l'Espace de Vie et du Statuts de la Femme, a présenté quelques-uns des défis auxquels s'est confrontée Montréal par le passé : la Ville a reconnu qu'elle avait besoin d'un projet majeur pour rassembler la population de Montréal, et la culture a été ce projet. Au travers d'initiatives telles que le **Quartier des spectacles**, Montréal est parvenue à équilibrer développement culturel et développement urbain, en donnant un cœur battant à la ville et ouvrant la ville au monde. Concernant Culture 21 : Actions, elle a mentionné que le défi désormais actuel était de passer à la vision à la mise en œuvre.

Au nom de **Barcelone**, son Adjoint au maire à la Culture, la Connaissance, la Créativité et l'Innovation, **M. Jaume Ciurana**, a fait le constat que les politiques culturelles de cette ville avaient dépassé leur



champ traditionnel d'intervention, en mettant activement en lien culture, connaissance, créativité et innovation en tant que dimensions distinctes qui devaient s'imbriquer. Il a également souligné la relation entre aspects culturels et politiques sociales de la Municipalité, favorisant le travail de proximité, recherchant la rentabilité sociale de la culture et intégrant la culture aux autres secteurs. Selon lui, la culture est ce qui nous rend libres et nous transforme en citoyens, ce qui nous permet de comprendre et d'être en mesure de décrypter les grands débats de la société contemporaine.

Mme Pascale Marchand, Conseillère à la Musique et pour les Arts Scéniques et Visuels d'**Angers**, a expliqué que l'Agenda 21 de la culture avait été adopté par le précédent gouvernement de sa ville, et que malgré le changement de gouvernement, la nouvelle équipe avait fait le choix de maintenir son engagement, ajoutant de nouveaux aspects relatifs à l'écologie. Selon elle, l'Agenda 21 de la culture exprime la volonté collective de faire participer à la fois les citoyens dans le bien social : bien-être social, transversalité des politiques publiques et travail en équipe pour avancer plus rapidement.

Le premier Adjoint au Maire et Conseiller Culture de **Paris**, **M. Bruno Julliard**, a fait référence lors de son intervention aux inégalités croissantes et facteurs de risque et d'exclusion sociale dans les villes. La priorité de la Municipalité de Paris, en ce sens, est l'inclusion, et l'éducation. La culture et la connaissance y contribuent fortement. La culture ne peut pas être considérée comme un bien semblable à n'importe quel autre, ni être soumise à une spéculation sans régulation : il relève de la responsabilité de chacun de lutter contre cela. Il a expliqué que Paris avait augmenté le budget alloué à la culture, mais que subsistait le défi d'assurer un accès plus large et plus équitable à la vie culturelle.

Finalement, M. Eduardo Vázquez, Secrétaire à la Culture de la **Ville de Mexico**, a souligné que la pluralité et la diversité font la force de sa ville, bien qu'elles puissent aussi être un élément critique lorsqu'il faut parvenir à un consensus. Il a également souligné que le rôle de la culture au sein de la ville s'était renforcé en 2014 avec la dotation de capacité de gestion municipale. En seulement un an, les biens et les services ont été décentralisés et la ville est passée de receveur des activités culturelles à agente.



Plénière 6. Conclusions et clôture

Cette plénière finale a permis de résumer plusieurs des idées discutées lors du Sommet et de présenter les initiatives à venir pour poursuivre et renforcer les liens entre culture et développement durable sur les plans local et mondial. Le panel de participants était composé de représentants de gouvernements locaux, d'organisations internationales et d'autres acteurs impliqués dans l'élaboration de l'Agenda de Développement Durable post-2015. La session s'est terminée avec le commentaire de clôture de l'Adjointe au Maire et Conseillère à l'Éducation et à la Culture de Bilbao.

La session a été modérée par **M. Josep Roig**, Secrétaire Général de CGLU, qui a soulevé la question clef de l'incidence sur les négociations mondiales pour assurer l'inclusion de la culture dans les agendas de développement durable (*Agenda Post-2015* et *Habitat III*), et la mise en œuvre de politiques et d'actions concrètes dans les villes. En ce sens, il a fait valoir la valeur de l'Agenda 21 de la culture et, remerciant le travail réalisé par la Commission culture de CGLU, il a invité tous les participants du Sommet à diffuser et à utiliser *Culture 21 : Actions*, comme instrument d'autoévaluation, de conception et d'apprentissage mutuel. En rappelant que *Culture 21 : Actions* avait déjà été approuvé par la Commission culture, il a proposé que le Sommet l'adopte comme document résultant de l'événement. Les participants ont accepté et ont applaudi l'adoption du texte.

L'intervention suivante a été prise en charge par **M. Gustavo Meza-Cuadra**, Ambassadeur du Pérou devant l'ONU et Président du *Groupe d'Amis de la Culture et du Développement*, qui a évoqué l'importance des aspects culturels sur le développement et sur la qualité de vie. Mettant en exergue que l'Agenda Post-2015 serait pour la première fois un agenda holistique, il a souligné les avancées réalisées quant à la prise en considération de la culture dans cet agenda. Les derniers efforts devraient se concentrer sur le fait de parvenir à inclure des références concrètes dans la le préambule du document final, et de définir des indicateurs clairs qui refléteraient cette importance et permettraient de mesurer l'atteinte des objectifs.

« NOTRE DÉFI DÉSORMAIS EST DE PASSER DE LA VISION À LA MISE EN ŒUVRE DE CULTURE 21 ACTIONS DANS LES VILLES. »

Suivant orateur, **M. Alfredo Pérez de Armiñán**, Directeur Général Adjoint à la Culture, UNESCO, a pointé du doigt qu'il était gratifiant de voir que d'importants efforts, consensus et progrès sont faits aux niveaux local et international quant au besoin d'inclure la culture dans l'Agenda post-2015. Il espère que le préambule de l'Agenda de Développement post-2015 fera mention de la culture comme moteur et catalyseur du développement durable. De son point de vue, les débats menés à bien durant le Sommet ont montré que les villes jouent un rôle important dans la garantie d'un développement humain intégral et véritable pour tous les citoyens.

À son tour, le Directeur de la culture de l'*Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest (UEMOA)*, **M. Komlan Agbo**, a affirmé que les villes d'Afrique sont soumises à d'énormes défis futurs, surtout d'un point de vue démographique et en termes de développement urbain. Dans ce contexte, il faut autant prendre en compte le social, que l'économie et, bien sûr, la culture. Selon lui, les gouvernements locaux devraient prendre la responsabilité de s'engager dans l'Agenda 21 de la culture pour un véritable développement durable des villes, dans lequel la culture tient pleinement sa place et joue son rôle.

Mr. Labib Akiki, maire de *Aintourah*, a réfléchi à l'importance d'une décentralisée, qui, selon lui, mériterait de faire l'objet de davantage d'attention dans le but de permettre aux villes de travailler ensemble en abordant des problématiques communes et des défis plus étendus tels que ceux de l'Agenda de sécurité internationale. Il a également suggéré que la prochaine réunion de CGLU se concentre sur les échanges culturels, afin de traiter des objectifs établis par l'Agenda 21 de la culture et *Culture 21 : Actions*.

Les co-présidents et la présidente de la Commission culture de CGLU ont ensuite repris la parole, afin de mettre en lumière les principales idées identifiées lors Sommet et d'introduire les étapes suivantes.

Mme Manon Gauthier, co-présidente de la Commission de culture au nom de *Montréal*, a souligné que le Sommet avait permis de réaffirmer notre citoyenneté culturelle et notre responsabilité collective envers la culture. En ce sens, il faudrait multiplier les efforts pour diffuser le message, ce qui est l'affaire de tous, une œuvre collective, non seulement celle du secteur culturel, mais de tous les secteurs de la société.



Mme María Victoria Alcaraz, co-présidente de la Commission culture au nom de **Buenos Aires**, a souligné que sa ville était parvenue à assembler une véritable boîte à outils au travers des échanges et de l'apprentissage mutuel. Il ne pourrait pas y avoir de ville sans culture, ni de culture sans ville : ce chemin à double sens a pu être construit grâce à cette caisse à outils. Selon elle, Culture 21 : Actions est un projet humain, d'êtres humains qui proposent d'être plus humains encore.

De son côté, **M. Eduardo Vázquez**, co-président de la Commission culture au nom de la **Ville de Mexico**, a estimé que Culture 21 : Actions était un document sans doute perfectible, mais que les expériences des villes impliquées leur avaient démontré qu'il était nécessaire pour pouvoir placer la culture au centre des politiques et de la société. Ainsi, il a profité de son intervention pour annoncer que la Ville de Mexico lancerait en 2015 la deuxième édition du **Prix International CGLU – Ville de Mexico – Culture 21**.

Enfin, **Mme Catherine Cullen**, présidente de la **Commission de culture de CGLU**, a souligné que, partout dans le monde, villes et territoires s'étaient engagés dans des visions plus ouvertes et transversales de la culture, qui remettent l'humain au centre des préoccupations. Elle a affirmé également que la Commission culture de CGLU poursuivrait son action pour la reconnaissance de la place de la culture, entre autres à l'ONU.

“ LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX SONT DES ACTEURS CLÉS DANS LA PRISE DE DÉCISIONS CONCERNANT LA QUALITÉ DE VIE ET LE DÉVELOPPEMENT. ”

Les mots de clôture du Sommet ont été laissés à **Mme Ibone Bengoetxea**, Adjointe au Maire et Conseillère à la Culture et à l'Éducation de la Municipalité de **Bilbao**, ville hôte de la rencontre. Elle a d'abord rappelé la mémoire de l'ancien maire de Bilbao, Iñaki Azkuna, décédé un an auparavant, qui avait appris à vivre la culture et su illustrer la valeur de la culture. Elle a ensuite évoqué plusieurs notions clés qui ont été débattues lors du Sommet : gouvernance locale, démocratie, engagement, participation citoyenne, durabilité, action, diversité, droits humains, paix, résolution de conflits, innovation, coopération, etc. Pour faire face à ces défis, les villes et les régions peuvent faire bien plus que les États et, de fait, elles le font. Finalement, elle a exprimé ses sincères remerciements aux différentes personnes qui avaient participé à l'organisation du Sommet, en particulier à celles ayant participé à la rencontre et étant prêtes à aider à en diffuser les issues.



Ainsi a pris fin le premier Sommet Culture de CGLU, remplissant les objectifs qu'il s'était initialement fixé. Premièrement, une participation large et variée de gouvernements locaux, d'organisations internationales, d'entités de la société civile, de professionnels de la culture, d'activistes et d'autres personnes intéressées, de partout dans le monde a été atteinte. Cela a donné lieu à des débats riches et intéressants en matière de relation entre la culture et les villes durables, ainsi que sur le rôle de la culture dans la compréhension du développement durable à tous niveaux. Le Sommet a également permis d'adopter un nouveau document pratique, Culture 21 : Actions, qui complète et actualise l'Agenda 21 de la culture, en lui accordant à la fois un caractère pratique et applicable, qui se traduisent autant par de nouveaux outils de mise en œuvre locale, que par un travail en réseau et un apprentissage mutuel au niveau international.

Dans le même temps, le premier Sommet Culture a permis de faire état de la nécessité de continuer à faire des efforts pour mieux comprendre les liens entre culture et durabilité, notamment au moyen d'un travail continu sur tous les plans, en termes de formation, de sensibilisation, d'influence institutionnelle et d'élaboration et d'évaluation des politiques, entre autres.



POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONSULTER



CULTURE 21
ACTIONS



LE PROGRAMME
DU SOMMET



LE COMMUNIQUÉ
DE PRESSE



LE DOSSIER
DE PRESSE



LES ARTICLES
DE PRESSE



LES RÉSEAUX
SOCIAUX



LES IMAGES
DU SOMMET



LES VIDÉOS
DU SOMMET

CONTACT

Commission Culture de CGLU

Email info@agenda21culture.net

Web www.agenda21culture.net

Twitter [@agenda21culture](https://twitter.com/agenda21culture)

La Commission Culture de CGLU est présidée par la Métropole Européenne de Lille, la co-présidence appartient à Buenos Aires, Montréal et Mexico et la vice-présidence à Angers, Barcelone et Milan.



LE SOMMET

Comité de direction

M. Leandro Ardanza
Mme Ibone Bengoetxea
Mme Catherine Cullen
M. Iñaki López de Aguilera
M. Jordi Pascual (coordination)
M. Josep Roig
Mme Emilia Sáiz

Équipe Bilbao

Mme Lidia Cobas
Mme Oiane Moreno

Équipe CGLU

M. Pere Ballester
M. Jordi Baltà
M. Xavier Castellanos
Mme Irene Fuertes
Mme Paz Grossi
Mme Tara Katti
Mme Mònica Mora
Mme Carole Morillon
Mme Marie-Laure Roa
Mme Kate Shea Baird
Mme Sarah Vieux



www.agenda21culture.net

#Culture21Actions
#UCLGculture
#BilbaoKultura
#BilbaoCulture
#UCLGmeets
#culture2015goal
#urbanSDG

